

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 10, DIM. 11, LUN. 12 NOVEMBRE 1979 - N° 991

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

REGLEMENTS DE COMPTES

L'affaire Boulin existe. Tout le monde le sait. Les travailleurs, pour en avoir entendu parler ; la bourgeoisie, pour l'avoir rencontrée ; la droite, pour y être étroitement mêlée. En niant cette évidence, Giscard et Barre nous font penser à ce Gribouille qui plonge dans l'eau pour se protéger de la pluie. Il est vrai qu'en l'occurrence, ce n'est pas d'eau purificatrice qu'il s'agit, et que peut-être, à force d'y être plongé jusqu'au cou, ces deux-là sentent moins les odeurs nouvelles...

L'affaire Boulin, ce n'est pas une affaire immobilière. Si tous les politiciens, notaires, hommes d'affaire et autres qui ont un tant soit peu traficoté autour de quelques hectares ou de quelques permis de construire venaient à se suicider, le vide serait sensible. Mais la bourgeoisie ne se suicide pas.

L'affaire Boulin, ce n'est pas non plus une affaire de presse, ni une affaire de justice.

C'est une affaire politique, et c'est en ce sens qu'elle nous intéresse. De quoi s'agit-il, pour être direct ? D'un règlement de compte au sein de la majorité. Depuis plusieurs mois déjà - les prémisses remontent à juillet - «on» a voulu couler un ministre, dont les particularités étaient d'être un RPR au gouvernement, et un giscardien au RPR. Peu importe au fond de savoir qui est à l'origine de l'affaire, d'où vient la machination et qui elle vise. L'essentiel réside dans ce fait difficilement niable qu'il s'agit d'un règlement de compte dont il faudra attendre longtemps pour connaître toutes les implications.

Toute cette boue trouve sinon son origine, du moins son explication dans la proximité des élections présidentielles, qui voit les différents clans de la bourgeoisie s'affronter à couteaux tirés.

Il est des jours porteurs de symboles. Ainsi, les sordides affrontements entre clans rivaux battent leur plein le jour où le gaullisme entre au musée avec l'ouverture de la Boiserie au public, «événement» rehaussé par le décès de la femme du général. Une période achève de disparaître, tandis que l'autre patauge dans sa boue. Hier, une bourgeoisie relativement unifiée derrière un «chef historique» plein d'ambition pour elle. Aujourd'hui, une bourgeoisie divisée, disloquée, gouvernant au coup par coup, et réglant ses querelles internes par les moyens les plus méprisables. Hier un président qui parvenait à faire croire qu'il était «au-dessus de la mêlée», aujourd'hui un président englué dans ses «affaires».

Telle est peut-être la véritable révélation de l'affaire Boulin et des autres. On peut s'étonner de voir des politiciens bourgeois traficotier, y compris en transgressant les lois qu'ils ont eux-mêmes mis en place ; mais il s'agit là d'un scandale si permanent et si répandu que même la «gauche» hésite à s'en offusquer, elle qui a les mêmes mœurs et les mêmes pratiques. L'essentiel n'est pas là.

L'essentiel de l'affaire Boulin, il est dans la révélation des contradictions qui agitent les différents clans de la bourgeoisie, et plus encore dans la manière dont ceux-ci sont contraints de les régler. Oh certes, quand la «vraie» campagne des présidentielles débutera, en 1981, le débat s'élevé, les grands mots apparaîtront, et peut-être même les grandes idées. Mais auparavant, combien de coups bas, combien de règlements de compte sordides, combien de chantages avoués ou non !

Oui, l'affaire Boulin existe. Elle existe tant et si bien qu'on voit mieux quand un Giscard, un Peyrefitte ou un Chirac parlent à la télévision, les sinistres ombres qui s'agitent derrière eux.

Nicolas DUVALLOIS

ALSTHOM-BELFORT ILS CONTINUENT !

Un hourra a accueilli les résultats : 62% pour la poursuite du mouvement

«Qui n'a pas encore voté ?» C'est Louis Lacaille responsable de la CGT qui pose la question aux centaines de travailleurs massés dans le centre Benoît Fréchon. Des mains de lèvent. «Allez vite, il est bientôt 18 heures, et le scrutin sera clos dans quelques instants».



L'attention est importante. Que va-t-il bien sortir des urnes ? L'huissier ouvre la première. On la renverse sur une table. Il ne s'écoule pas cinq minutes et le premier résultat est annoncé au micro. Pour la reprise du travail : 141. Pour la poursuite du mouvement : 243. Un hourra explose à la mesure de l'inquiétude qui régnait cinq minutes plus tôt. Par trois fois, ce premier résultat est confirmé, par trois fois ce sera le même débordement de joie. Un puissant «nous voulons, nous aurons satisfaction» se fait entendre au bout de la salle. «Pour la reprise : 185. Pour la poursuite : 261». Une porte-parole de la CFDT vient d'annoncer le résultat du deuxième bureau. Encore une fois tous ces poings serrés au bout de ces bras tendus ; et les exclamations qui jaillissent des poitrines !

Les scrutateurs du dernier bureau s'impatientent. L'huissier n'ouvre pas les urnes assez vite. Ils chantent cet air, maintenant connu un peu partout : «Tout est à nous, rien n'est à eux», rythmant la mélodie en tapant avec leurs mains sur la table.

Ce n'est que l'annonce du troisième résultat qui permet d'avoir la certitude que la partie est gagnée. Le suspense prend fin : 167 pour la reprise, 265 pour la poursuite. Naturellement, le résultat des sept bureaux suivants confirme ce vote...

Au total sur 7 393 inscrits, 5 038 ont voté. 1 919 se sont prononcés pour la reprise et 3 111 pour la poursuite du mouvement ! On imagine avec quel enthousiasme sont accueillis ces résultats... Au total, il y a 68 % de votants. Sur ces 68 %, 62 % se sont prononcés pour la poursuite de la grève et 38 % pour la reprise.

Suite page 3

De retour de la Conférence de Lisbonne

ILAN HALEVI

Journaliste juif antisioniste nous déclare :

«AUJOURD'HUI, EN EUROPE, LA FRANCE EST A LA TRAINÉ POUR RECONNAITRE L'OLP»

LIRE EN PAGE 16

EXCLUSIF

DES ELECTIONS DANS LES USINES CHINOISES

Rencontre avec des syndicalistes de Beijing

LIRE EN PAGE 15

REVUE DES REVUES

Comme cela était prévisible, la quasi-totalité des hebdomadaires de la semaine dernière ont titré sur «l'affaire Boulin». «Ce qui a fait craquer Boulin» annonce le *Nouvel Observateur*, «Ce qui a tué Boulin» répond *Le Point*. Si

l'Express titre simplement sur «l'affaire Boulin», *Lutte Ouvrière* annonce «Jeu de massacre au gouvernement». Quand à *Rouge*, il trace une «perspective» politique : «scandales à la pelle : pas de sursis pour le régime».

Lutte Ouvrière

Ariette Laguillier, partant de l'affaire Boulin, ne s'embarrasse pas de nuances. La bourgeoisie : ceux du Bottin mondain, qui gèrent les affaires de l'Etat comme une affaire de famille, et qui obligent les petites gens à respecter les lois. Si les bourgeois étaient honnêtes...

Que des dirigeants politiques mélangent leur activité politique avec des intérêts privés, les leurs, ceux de leur famille ou ceux des gens qui appartiennent à la même classe qu'eux, c'est une chose. Mais ce n'est pas une chose à dire. Oser, par exemple, mettre en parallèle le fait que Giscard d'Estaing ait des cousins germains qui occupent de hautes fonctions dans des sociétés ayant des intérêts en Afrique et l'intervention des parachutistes français en Centrafrique, cela relèverait, à les entendre, d'une intrusion inadmissible dans les affaires de famille. Rappelez que, si Giscard d'Estaing siège à l'Elysée, son père siègeait, il n'y a pas si longtemps, dans un certain nombre de conseils d'administration de grosses sociétés et que cela explique, entre autres, ses largesses pour les industriels, cela deviendrait une attaque personnelle ! Et ce qui est vrai pour Giscard vaut pour bon nombre de ministres, de politiciens ou de hauts fonctionnaires, dont la carrière consiste à passer allègrement des

fonctions officielles aux postes dans le privé, et réciproquement. Car, parmi tous ces censeurs, tous ces faiseurs de morale, nombreux sont ceux qui sont liés au monde de la finance et de l'industrie. La lecture du Bottin mondain est édifiante à cet égard. Eux, et ceux dont ils représentent les intérêts, gèrent les affaires de l'Etat comme une affaire de famille. Et c'est pourquoi ils défendent qu'on y mette le nez.

Ce sont les mêmes qui font les lois. Ils les font dans l'intérêt des possédants auxquels ils sont si liés. Et, contre les petites gens, ils les font respecter sans faiblesse, affirmant que ces lois doivent s'appliquer à tous. Mais là, ils nous mentent effrontément car, lorsque ces mêmes lois les gênent, eux ou leurs amis, ils ne se gênent pas pour les outrepasser. Ils bénéficient de passe-droits. Ils trafiquent ou spéculent aux limites de la légalité, sans qu'on sache bien s'ils sont au-delà ou en deçà de cette limite. L'important est que cela ne soit pas connu. Et lorsque le scandale éclate, ce n'est pas, la plupart du temps, parce que le droit a triomphé mais parce que, dans leurs combines, il leur arrive de se faire des croche-pieds entre eux. Et l'on voit alors se lever un coin du voile. La population peut entrevoir ce qui se passe dans la coulisse. Mais ce qu'elle en voit n'est qu'une toute petite partie de ce qui s'y passe réellement.

et honnêtement la tâche qui lui revient ». Un homme ferme, soucieux avant tout de préserver l'unité de la majorité. Un homme inquiet, en cette douteuse rentrée, de voir - comme il le confiait le 8 septembre au *Figaro Magazine* - une « agitation purement politique » occuper l'avant-

scène et masquer les vrais problèmes.

Il y a huit jours, on a contraint cet homme à se défendre auprès de l'AFP d'avoir réalisé une « trop bonne affaire » en achetant deux hectares dans le Var. Nul propriétaire, sans doute, parmi ses

censeurs. Et ces Messieurs du *Canard* laissaient dire dans tout Paris qu'ils allaient s'acharner, crier d'une voix plus stridente. Le plus durable ministre de la V^e République, ils allaient le pousser à bout.

C'est fait.
(...)

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Georges Mamy évoque quelques « rumeurs » parisiennes.

(...)

L'accusation, en effet, paraît bien pouvoir se résumer ainsi : 1. - Les comploteurs estiment qu'il faut créer les conditions permettant à Chirac de se présenter comme le « recours ». 2. - Il faut donc abattre Giscard. 3. - Mais il faut aussi écarter du jeu, en les discréditant, les gaullistes qui entendent rester dans la majorité.

On vous explique alors que ce sont les maîtres de cette manœuvre qui se sont évertués à compromettre Robert Boulin et, en même temps, à le dresser contre Alain Peyrefitte, afin que les deux passent ensemble à la trappe. L'affaire serait simplement allée un peu trop loin...

Il est vrai que Robert Boulin était très irrité par l'attitude du garde des Sceaux. Il s'en ouvrait

encore le vendredi précédant sa mort à Jean de Lipkowski (un fidèle de Chirac, pourtant). Mais le ministre du Travail ne limitait pas à Peyrefitte sa rancœur. Il mettait également en cause « Barre, ou du moins son entourage » et les « entourages » aussi de Giscard et de Chirac.

DE SURPRENANTS COUPLETS

« Je les gêne. Ils veulent ma peau » avait-il même lancé, convaincu que le « harcèlement » s'était accéléré dès le moment où son nom avait été cité parmi les possibles successeurs de Raymond Barre. Ceux qui soutiennent la thèse du « complot » vont plus loin encore dans la désignation des conspirateurs. On peut seulement craindre que leur passion de frères ennemis n'altère leur jugement. Ainsi certains désignent-ils de nouveau, comme meneurs de jeu, Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Mais ils doivent, pour observer quelque cohérence, tenir alors

pour nulle la rupture intervenue entre ces deux « conseillers » et Chirac.

D'autres font même entrer dans la machination la vieille garde (« barbouze ») du gaullisme. Tournet, l'ex-ami de Boulin, devenu à ses yeux « escroc paranoïaque » et « mythomane », était l'associé de Jacques Foccart depuis 1941. Des liens étroits - affaires et Résistance à la fois - ont été maintenus entre eux. Pourquoi ce « gaullisme »-là ne se prétendrait-il pas investi de quelque « mission » pour réduire, par tous les moyens, l'infidèle giscardien et ses complices ? C'est sa main qu'il faudra voir tant dans l'affaire des diamants (surgeries de terres familiales à Foccart) que dans l'exploitation des démêlés immobiliers dans lesquels s'est trouvé impliqué Boulin. Mais quels détours, en ce cas ! Car c'est Tournet qui est inculpé de « faux en écritures publiques », et c'est lui seul qui est en conflit depuis 1973 avec d'étranges acheteurs normands. Quant à Bokassa...

En tout cas, à la base de toutes ces hypothèses subsiste, irréductible, un noyau fait d'imprudences, de légèretés, de quelques francs trafics d'influence et de cupidité. Sans ces errements, aucune « manœuvre » ne prend forme.
(...)

LE FIGARO MAGAZINE

Un retard d'un métro, les plumeux du *Figaro-Magazine* voient dans la mort de Boulin une manifestation des « nouveaux fascistes ». Qui donc : « certains journaux », bien entendu.

(...)

Un petit matin de novembre, seul dans son désespoir, Roger Salengro s'est suicidé. C'était, en 1936, l'acte de naissance du fascisme de presse : celui qui déshonore au nom de la vertu et salit les hommes pour ébranler les institutions. Il n'a pas désarmé.

(...) Depuis plusieurs semaines, deux journaux parisiens nous donnaient la comédie de l'indignation pieuse. *Le Canard Enchaîné* et *Le Monde*, l'un président, l'autre assesseur, citaient à leur incertain tribunal, par charrettes ou un par un, les membres du gouvernement.

Le 24 octobre, Robert Boulin était appelé à comparaître devant MM. Fressoz, Angeli, Macé, Durand, hautes figures, consciences d'acier, qui lui reprochaient « une villa de huit pièces avec piscine, isolée dans des vignes à l'abandon et à l'ombre des pins parasols », dans laquelle il pouvait « aujourd'hui se reposer ».

En effet. Aujourd'hui, il peut.

Robert Boulin, cinquante-neuf ans, ministre du Travail et de la Participation venait de fêter son seizième anniversaire dans la fonction ministérielle. Le record de la V^e République et de toute l'histoire de France. Cet avocat girondin, d'origine modeste, chef du réseau *Navarre* pendant l'Occupation, médaille de la Résistance, croix de guerre (on n'a pas pu l'accuser, lui, d'avoir déserté) aura été ministre plus longtemps que Colbert. « Un homme commode », écrivait le journaliste de gauche Jean Botherel, qui remplit avec rigueur

le point

Le Point titre qui est ce Tournet par qui le scandale arrive ?

(...)

Qui est cet homme par qui le scandale arrivera ? Il a connu Robert Boulin en 1962, lorsqu'ils étaient voisins, rue de Rémusat, à Paris. Colette Boulin est amie d'enfance d'une ancienne femme de Tournet, et celle-ci, après avoir divorcé, restera longtemps secrétaire particulière du ministre.

Henri Tournet, chevelure et moustache blanches, tweed, légion d'honneur et portant beau, présente une carte de visite à la fois rassurante et mystérieuse. Familier de cabinets ministériels, se targuant de hautes relations, il partage aujourd'hui son temps entre l'appartement de Neuilly, boulevard Victor-Hugo - tout près des Boulin - et sa résidence dans l'île espagnole d'Ibiza, ce paradis pour grosses fortunes (où Tournet vient de connaître également des difficultés avec l'actrice Ursula Andress pour une autre affaire mystérieuse de vente de terrain). Diplômé d'études supérieures de finances publiques, licencié en droit, il a mon-

té au début de la guerre, en 1941, avec Jacques Koch (qui deviendra plus tard Jacques Foccart, l'homme des Affaires africaines à l'Elysée) une exploitation forestière dans l'Orne, avant de s'engager dans la Résistance. Il sera notamment, avec Jacques Foccart, l'un des agents en France du Bureau central de renseignements et d'action, le service secret des Forces françaises libres. Bardé de décorations, il deviendra par la suite chargé de mission au cabinet de Jean Monnet.

En 1946, il s'associe à nouveau avec Jacques Foccart dans une affaire d'import-export, la Sefiex, qui l'entraîne dans d'énigmatiques voyages, notamment au Brésil, où il crée plusieurs sociétés immobilières.

Ici, écoutons la voix posthume de Robert Boulin dans sa lettre à l'AFP : « ... J'apprends depuis quelques jours, où les langues se délient, que Tournet, au moment de la guerre froide, a escroqué à grande échelle des Français naïfs et apeurés en transportant pour leur compte des fonds au Brésil pour acheter des terrains, fonds que Tournet a oublié de remettre, mais pour lesquels les intéressés ne pouvaient porter

plainte (un antiquaire de la rue des Saints-Pères pourrait en dire beaucoup) ... »

Au cours de ce séjour en Amérique latine, Henri Tournet perd sa mise : sa seconde et ravissante femme, au nom de laquelle sont tous ses biens brésiliens, divorce et garde le tout.

De retour en France, le voilà conseiller juridique d'une société pour laquelle il voyage encore, conseiller technique au Conseil général du tourisme, et enfin, en 1960, administrateur puis vice-président de la Société immobilière et touristique des départements d'outre-mer.

En 1963, il est PDG de la Société d'aménagement de Morzine-Avoriaz. A partir de ce moment, il se lance résolument dans les affaires immobilières.

C'est en 1965, en Suisse, où il s'est installé, qu'il acquiert les trente-cinq hectares de la presqu'île de Saint-Tropez. En octobre 1967, il obtient un permis de construire à condition que les travaux commencent six mois plus tard. Mais il laisse trainer, le permis tombe et, la réglementation s'étant modifiée, il n'est plus possible d'en obtenir de nouveau. Or Tournet souhaite qu'y soient bâties plusieurs villas. L'obstacle, supprime-t-il, devrait être surmonté grâce au « piston » d'un ministre. Il se tourne vers son ami Boulin.
(...)

ALSTHOM-BELFORT

ILS CONTINUENT!

Reportage
de François MARCHADIER

Suite de la une

Un militant explique : « En fait la proportion d'ouvriers favorables à la poursuite du mouvement est encore bien plus forte que ces chiffres ne le laissent penser, si tu tiens compte que sur les 7 393 inscrits, un millier sont ce qu'on appelle « en travaux extérieurs », c'est-à-dire qu'ils sont en mission en chantier un peu partout à travers le monde pour le compte de l'Alsthom-Atlantique ; ils ne savent même pas tous qu'il y a une grève ».

En tout état de cause, ce résultat dépasse les prévisions des grévistes les plus optimistes. Rappelons que la veille, ceux qui pensaient que la grève pouvait être reconduite pensaient que ce serait à quelques centaines de voix près. Il n'en est rien. Pourtant, la direction, en rétablissant les services de ramassage par car pour ce vote, mais en faisant arriver les bus volontairement

après le meeting avait mis toutes les chances de son côté. Encore une fois ces manœuvres se sont révélées vaines. « La direction a pris la calotte » me dit un vieil ouvrier les larmes aux yeux. D'autres esquissent des gestes plus évocateurs pour suggérer que : « la direction s'est fait avoir... jusqu'à l'os ».

COMMENT GAGNER ?

La question au soir du vote est évidemment de savoir ce qu'il faut désormais faire pour conduire le mouvement à la victoire.

Le vieux travailleur qui ne pouvait tout à l'heure dissimuler son émotion suggère qu'« il faudra désormais y aller un peu plus fort ».

Un ouvrier plus jeune, syndiqué à la CFDT au cours de la grève, affirme pour sa part : « maintenant les gars sont échauffés ». « Si ce lundi, ils ne cèdent pas », reprend le vieil ouvrier, « cela va faire mal ». Pour la vingtième fois aujourd'hui, des grévistes

entonnent le « Chiffon Rouge » de Michel Fugain, cette chanson dont apparemment la CGT cherche à en faire son hymne et qui est ici chantée à plein poumons par la CFDT également. « Les travailleurs de Belfort sont des lions » déclare Joël Niess de la CGT avant d'inviter les grévistes présents à l'accompagner, car il faut apporter les résultats du vote au Président de la Commission de Conciliation. Après avoir constaté : « Depuis le dernier vote, notre mouvement et la détermination se sont renforcés ». Il conclut par une invitation « à venir plus que jamais rejoindre les camarades au piquets ».

« UN PAQUET D'ACTIONS »

Sur le chemin de la cantine, le nouveau syndiqué m'explique : « Je ressentais une baisse d'estime pour les gens ; au vu des résultats, c'est fini, j'ai le cœur qui éclate ». Un autre gréviste, particulièrement occupé de durcir l'action me glisse : « Maintenant, il

faut frapper fort et sec. On a un paquet d'actions (sic) à envisager ; il est désormais bien plus facile de les mettre en pratique. Tu as bien vu qu'il y a de plus en plus de gars durs. On est bien décidé à faire respec-

ter notre point de vue ».

Du côté de la CGT aussi, certains syndiqués, pourtant peu contestataires par le passé, commencent à ressentir cette double exigence d'une démocratisation et d'un durcis-

sement de l'action. « Je lui ai dit à mon syndicat, il faut convoquer les piquets de grève, pas pour les convaincre qu'on a raison mais pour les écouter ».

Jeudi 23 heures.



Avant le vote...

Jeudi 13 heures, les travailleurs de l'Alsthom commencent à arriver devant le centre Benoit Frachon, grande salle polyvalente gérée par le Comité d'Entreprise.

« CE SERA DUR MAIS POSSIBLE »

Vers 15 heures, une bonne heure en retard, devant treize à quinze cent personnes, le meeting commence. Joël Niess pour la CGT déclare notamment : « La direction peut et doit payer » (...) « il a été dit qu'il y avait des divergences entre Roux (PDG de la CGE, numéro deux du CNPF), Schultz (PDG d'Alsthom) et Dufour (directeur d'Alsthom-Belfort), il n'en est rien ».

Il poursuit : « Nous avons contraint la direction à des reculs, mais ceux-ci ne peuvent nous satisfaire. Quel est le sens que la CGT donne à cette consultation ? Ce doit être une consultation de lutte marquant notre volonté de voir aboutir nos revendications. Nous pouvons faire reculer Alsthom-Atlantique ; ce sera dur mais c'est possible. Par deux fois » explique-t-il « l'organisation d'un vote a été pour la CGE le moyen de tenter de briser notre lutte. Hier soir, mercredi, il fallait voir Dufour, tendu, inquiet, nerveux, ayant abandonné sa morgue habituelle, car il croyait que nous allions refuser l'organisation d'un vote. Il pensait qu'ainsi nous laisserions à la direc-

tion le soin de prendre le vote en main ».

S'adressant à l'encadrement, le secrétaire de la CGT déclare : « Depuis le début, votre attitude a permis d'isoler la direction. Imaginez demain, si le travail reprend dans ces conditions, une usine sans âme, sans un personnel motivé ayant goût au travail bien fait. En revanche si les revendications sont satisfaites le contenu du travail sera tout autre... » Les travailleurs décidés à poursuivre la lutte ont exprimés leur accord avec la première partie de l'intervention de Joël Niess, en revanche ils ont nettement moins appréciés ses courbettes devant les cadres.

IL FAUT UNE LEVEE EN MASSE

Mais rendons-lui la parole pour rendre compte de propos plus heureux : « Il faut une levée en masse de la population. Il faut des mesures extraordinaires. A la fin de la semaine prochaine se tient à Nanterre le congrès de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie CGT, nous y demanderons qu'un effort exceptionnel de solidarité soit décidé dans les entreprises pour soutenir Belfort ».

Passons sur l'intervention de FO qui regrettait pour sa part que le vote porte « sur les propositions de la direction et non sur notre capacité à poursuivre la lutte à son niveau actuel ». Néanmoins le por-

te-parole de FO se prononçait sur la poursuite du mouvement dans l'indifférence assez générale. On constate en effet au moment où FO a la parole que plusieurs petits groupes de discussions se forment...

LA CGC CONTRE LE « TRESOR DE GUERRE »

Bey, pour la CGC a bien des difficultés à terminer son intervention. Sifflets et quolibets couvrent sa voix quand il déclare : « Quoi que vous décidiez tout à l'heure, demain nous serons encore vivants ». Certes, on peut le croire quand il déclare : « La course est plus longue que nous l'avions prévue ». Mais comment ne pas être indigné devant son insistance à proclamer que « l'issue est incertaine ». Pour couronner le tout, Bey déclare condamner fortement la constitution du « Trésor de Guerre », à savoir le démontage et la dissimulation de pièces maîtresses de machines clés dans le but d'entraver sérieusement le redémarrage de l'usine en cas d'intervention policière.

C'est Evelyne Pujo qui pour son syndicat dira : « La CFDT se prononce clairement et vous dit : continuons la lutte ».

« Les contre-propositions de l'intersyndicale (voir encart) constituent le minimum au-dessous duquel il ne saurait y avoir d'accord ». Souhaitons-le en effet car si celles-ci fixent

la barre un peu plus haut que la CFDT, les propositions de l'intersyndicale sont bien basses comparées aux revendications des grévistes et comptent tenu de la combativité. Et le porte-parole de proposer que la réunion du Conseil Municipal se tienne dans l'usine et que « des Etats-Généraux, rassemblant les élus toute tendance confondue, se rendent à Paris, y compris pour être reçus par le Président de la République ! »

L'insistance mise sur la nécessité de rendre plus efficace la solidarité est certainement plus intéressante que les propos précédents. Elle déclare qu'à ce jour 70 millions de centimes ont été rassemblés, que trois millions sont encore attendus des collectivités locales et que 1 087 grévistes ont à ce jour profité de cet argent.

« NOUS ENCOURAGEONS NOS MARIS A POURSUIVRE LA LUTTE »

Enfin, avant de passer au vote, un communiqué de femmes de grévistes, en lutte avec leurs maris, est lu à la tribune : « Nous sommes femmes de grévistes nous faisons partie de la lutte. Nous n'acceptons pas les humiliations dont nos maris sont victimes. C'est vrai que depuis longtemps, les fins de mois sont difficiles et qu'elles ne seront encore plus ce mois-ci. Mais la solidarité doit s'étendre au niveau

national. Nous voulons contribuer à changer l'avenir de nos maris et de nos enfants. Ce n'est pas avec 10 F, 20 F ou même avec 150 F d'augmentation que nos vies vont changer ». La conclusion est sans ambiguïté : « Nous encourageons nos maris à poursuivre la lutte ».

GRANDE MANIFESTATION SAMEDI A 9 H 30

Avant le vote, le président de l'Assemblée Générale se fait passablement siffler en annonçant « nous ne sommes pas seuls puisque qu'à Paris en ce moment se déroule une manifestation de policiers en tenue ». En revanche il est vigoureusement applaudi quand il confirme : « Samedi au moment où la Commission de conciliation reprendra ses travaux, une grande manifestation parcourra la ville à partir de 9 h. 30 ».

UN PATRON D'ALSTHOM « RETENU »

Le PDG de la CGEE Alsthom a été retenu par environ 200 travailleurs de ce trust, venus des usines de St-Ouen, Angers, Vitry, jeudi après-midi, vers 16 heures. Le lieu de la « retenue » : le siège social de la CGEE Alsthom à Levallois où se tenait une réunion « sociale », réunion qui se tient tous les deux ans. Il a été retenu jusqu'à 20 heures.

Les propositions de l'Intersyndicale

Dans notre édition d'hier, nous avons publié les propositions de la CFDT. Nous rendons compte aujourd'hui de celles de l'Intersyndicale...

- Salaire minimum garanti : 2760 F base 40 h. (au lieu des 3 000 F exigés initialement)
- Augmentation générale : 70 F (au lieu de 300 F exigés initialement)
- 13^e mois 70 % en 1979 (sans amputation sur les 85 % en 1980 augmentations générales) 100% en 1981 (Rappelons que les grévistes revendiquent le treizième mois dès cette année)
- Congé d'ancienneté : 4 jours par 25 ans Les prochaines réductions d'horaires s'appliqueront également aux équipes.
- Demande d'engagement de la Direction de négocier après la reprise du travail les horaires d'équipes de Bourgne.
- (A 12 km de Belfort, la durée du travail dans cet atelier Alsthom est très longue)
- Maintien intégral des congés payés en 1980.

LUTTES OUVRIERES

Dassault (Argenteuil) : en grève depuis le 25 octobre pour les salaires

LES OUVRIERS MENACES D'EXPULSION CE VENDREDI !

Depuis septembre, des débrayages répétés avaient lieu dans les usines Dassault de la région parisienne. Leurs objectifs ? Obtenir un rattrapage des salaires, qui en pouvoir d'achat, avaient baissé d'environ 300 F en 1978, pour l'usine d'Argenteuil. Les travailleurs de cette usine ainsi que celles de St-Cloud et Boulogne, devant l'intransigeance de la direction, occupaient finalement leurs locaux de travail. C'est chose faite dès le 25 octobre pour l'usine d'Argenteuil (1200 travailleurs) où nous nous sommes rendus.

L'usine Dassault est la plus grosse entreprise — avant la SNECMA — de la ville d'Argenteuil, à une quinzaine de kilomètres de Paris. On y voit depuis 15 jours des drapeaux rouges sur les toits, une banderole «usine occupée», et aussi des grilles et des portes hermétiquement closes «un petit peu trop» faisaient à juste titre remarquer quelques ouvriers présents aux alentours. «L'augmentation de salaire que nous demandons» (300 F pour tous) explique J... «vise à compenser l'augmentation du coût de la vie. Beaucoup de gens disent qu'à Dassault, on gagne bien sa vie. C'est vrai que l'on fait pour beaucoup ici un travail qualifié et qu'on a des salaires pas misérables. Et alors ? Est-ce qu'il n'est pas juste de défendre ses avantages acquis ? Et comment les a-t-on obtenus sinon par nos luttes ?»

«Nous demandons également» explique cet autre ouvrier, «la réduction de notre temps de travail de 40 à 35 heures, en passant par 38 d'abord dans un premier temps. Le tout payé 40. Lié à cette revendication, nous demandons également l'embauche de personnel, particulièrement de jeunes ; il y en a tant au chômage tandis qu'ici, la charge de travail est chaque jour plus grande».

DEPUIS 1974, LA SITUATION A BIEN CHANGE

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase ici, c'est quand les travailleurs de l'usine d'Argenteuil, ont eu vent que les cadres de l'usine de Vélizy, et de Saint-Cloud auraient reçu une prime de 2.000 F ! La grève débutera — dès la rentrée — par des débrayages qui ne feront pas

plier d'un pouce la direction : «La situation a bien changé depuis 1974 ! Cette année-là, nous avions fait seulement trois semaines de grève avec occupation. Nous avions alors obtenu au bout de ce laps de temps, une baisse des horaires avec compensation de salaire ! Quant aux OS de la boîte, ils étaient rentrés avec 600 F de plus». Mieux, Dassault se voyait contraint en 1974 de payer les jours de grève réclamés par les ouvriers... au comité d'entreprise sous la forme déguisée d'une «prime» afin de ne pas perdre la face et d'affermir son image paternaliste. Aujourd'hui c'est l'intransigeance qui n'a toutefois pas découragés les travailleurs :

LA DECISION D'OCCUPATION

La décision d'occupation ? «Les syndicats n'étaient pas très chaud, ce sont les gars qui ont poussé comme ils ont poussé au mouvement tout court ; oui, tout est vraiment parti de la base. On peut dire qu'une partie des syndicats a été finalement prise dans le vote majoritaire pour l'occupation et a dû suivre». Pourquoi certains délégués étaient-ils contre ? «Certains argumentaient qu'occuper c'était bien beau ; mais posaient la question «aurait-on assez de monde pour tenir une usine aussi grande ?». C'est vrai que c'est un problème, mais on constate qu'il y a quand même du monde aujourd'hui». La majorité des ouvriers est en tout cas en grève illimitée. C'est déjà un acquis qui a rendu vaine jusqu'ici, toute tentative de cadres et de la direction de rallier autour d'eux une frange significative d'ouvriers. Ils en sont réduits comme jeudi matin, à faire le pied de grue devant les immenses chapiteaux de toile offerts gracieusement par la direction où à organiser de minables manifestations devant les grilles. Vendredi le tribunal devait se prononcer sur l'expulsion des grévistes d'Argenteuil, ce qui ne semble pas impressionner les grévistes présents dans l'usine.



A LA SNECMA, LES TRAVAILLEURS FRANCHISSENT UN DEGRE SUPERIEUR DANS L'ACTION

A l'appel de l'Intersyndicale CGT-CFDT de la SNECMA Villaroche, les 200 travailleurs en équipe du matin ont déclenché jeudi matin 8 novembre une grève surprise répartie en deux manifestations, bloquant deux routes d'accès à l'usine ; ils ont retardé d'au moins une heure l'arrivée des 3000 salariés en «normal» de la SNECMA et de Dassault, ce qui créera des bouchons formidables sur la nationale 5 bis. Banderolles, pancartes et sonos reprenaient les revendications : «Non au présentisme, oui aux revendications ! Ravaut, l'es foutu, la SNECMA est dans la rue !». Les dernières nouvelles de la grève étaient entrecoupées à la sona par des disques de Servat et de Lavilliers, innovation très appréciée des travailleurs qui ont ainsi donné à cette manifestation un caractère

de fête inoubliable. Cette fois, les travailleurs ont le sentiment d'engager des actions de plus en plus efficaces et de franchir un degré de plus dans le rapport de force pour faire céder la direction sur le «présentisme» qui est la clef d'autres revendications.

Cette lutte engagée depuis un mois sur tout le groupe SNECMA vise en priorité à faire renoncer la direction générale à établir la liaison entre les salaires et le présentisme et dans un second temps, à obliger à négocier sur la réduction du temps de travail, les salaires, l'embauche des travailleurs à statut précaire et les libertés.

Jeudi après-midi, les travailleurs en «normale» et de l'équipe du soir, soit environ 1600 person-

nes, ont débrayé à nouveau et ont occupé les locaux de la direction locale de Villaroche, franchissant un pas dans les actions «illégalistes». Pour combiner l'action enracinée dans chaque usine et les actions centrales coordonnées, l'Intersyndicale CGT-CGT de toutes les usines SNECMA vient de décider une nouvelle manifestation à Paris, mercredi 14 novembre depuis l'ORTF jusqu'au siège du patronat de l'aéronautique (GIFAS) dans l'avenue Kléber. Cette nouvelle manifestation verra sans doute encore une participation des travailleurs encore plus forte. Rappelons qu'ils étaient déjà 4500 à la manifestation de Paris le 25 octobre (voir QdP du 19 et 26 octobre).

Des syndiqués CGT et CFDT de la SNECMA Villaroche

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal. Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE, car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Y A-T-IL FASCISATION DU REGIME ?

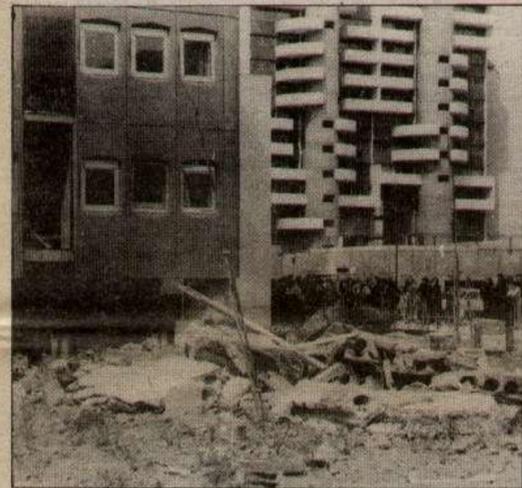
Le fascisme, un concept précis

Y a-t-il fascisation du régime ? Plus précisément, la bourgeoisie ne s'oriente-t-elle pas vers une transformation fondamentale de la forme de son pouvoir ? Plus précisément encore, la marche vers le fascisme est-elle engagée ? La question vaut d'être posée, aujourd'hui, au regard des multiples atteintes aux libertés qui se font jour. La réponse est décisive, puisqu'elle détermine ce que doit être l'attitude des révolutionnaires dans la France du seuil des années 80.

A moins de croire sur parole les Giscard, Barre, Peyrefitte et autre Bonnet, force est de s'interroger. Des droits élémentaires sont attaqués, comme le droit de manifester, ou le droit d'affichage. Une série de lois racistes sont mises en place, qui visent à l'expulsion arbitraire de dizaines, voire de centaines de milliers de travailleurs immigrés. La liberté de la presse — le droit d'informer — fait l'objet de multiples coups de boutoirs, dont le dernier en date est consacré à l'affaire Boulin. Des intellectuels, qui puisent leurs «nouvelles» idées dans le vieux réservoir nazi, ont pignon sur rue, et accès aux grands médias. Les cabinets ministériels pullulent de jeunes énarques qui font leurs premières armes à «Occident» ou «Ordre nouveau». Une insidieuse campagne vise à réhabiliter le pétainisme des années noires. Dans des domaines précis, «Laissez-les-vivre», «Légitime dé-

fense», «l'intégrisme» de Monseigneur Lefebvre, l'idéologie fasciste ne se dissimule même plus. Plus globalement, l'apparition des sinistres uniformes noirs des CRS et des gardes-mobles n'est plus une exception. L'exception, c'est au contraire quand une grève ou une manifestation peuvent se dérouler hors de leur présence. L'ombre «des fascistes» plane sur une multitude d'attentats mystérieux,

quand il ne s'agit pas de crimes comme ceux de Curiel, Goldman ou Laïd Sebat. Autant de faits inquiétants qu'il nous faut prendre en compte, et qui ont déjà conduit certains à parler de «montée du fascisme», de «fascisme quotidien», quand ce n'est pas de fascisme tout court. D'abord, entendons-nous bien sur les mots. On ne saurait ré-



L'ombre des «fascistes» plane sur une multitude d'attentats. Ici les locaux de la CFDT à Grenoble en 1977.

duire le fascisme à un comportement, à une idéologie, ou à un degré de répression. Le fascisme, c'est «la dictature ouverte du capital». C'est le moment où la bourgeoisie, ne pouvant assumer sa domination par la forme de la «démocratie» traditionnelle, a recours à la répression ouverte : répression physique contre les militants et les travailleurs, interdiction des partis, suppression des libertés élémentaires, etc... Le fascisme, c'est l'Italie et l'Allemagne des années 30, c'est l'Espagne de Franco, c'est le Chili d'aujourd'hui. Parler de fascisme parce que des flics marquent une manifestation ou parce que tel journal passe en procès pour ses écrits n'a strictement aucun sens, si ce n'est de banaliser un concept bien précis. Le simple bon sens montre que nous ne vivons pas aujourd'hui sous le fascisme.

Le concept de fascisation, lui, recouvre l'idée d'une évolution vers le fascisme. Progressivement, l'Etat bourgeois mettrait en place les structures de répression lui permettant d'exercer, le moment venu, sa dictature ouverte.

Ces définitions étant données, une première clarification s'impose. Si danger, ou évolution vers... il y a, d'où viennent-ils ? Du pouvoir actuel, ou de groupes extérieurs au pouvoir, et désirant le renverser pour instaurer leur dictature ? En clair, peut-

on dire aujourd'hui, dans la France de 1979, qu'il y a des groupes, ou un parti, fascistes, susceptibles de prendre le pouvoir ? Bien sûr que non. Il ne s'agit certes pas de nier l'existence de groupes fascistes, tel que le PFN ou le Front National, il ne s'agit pas non plus de dire qu'ils ne sont que de simples épouvantails inoffensifs. Mais force est de constater qu'il n'y a pas dans les conditions concrètes de la France d'aujourd'hui, de parti fasciste puissant, disposant de relais importants dans l'appareil d'Etat et dans certains secteurs de la population, et susceptible de «prendre le pouvoir». Ni Pinochet, ni parti national socialiste.

Dès lors, de deux choses l'une : ou bien le fascisme n'est pas à l'ordre du jour pour la bourgeoisie, ou bien il est d'ores et déjà en germe dans le pouvoir actuel, celui de Giscard.

Avant de voir ce qu'il en est de ces deux hypothèses, peut-être est-il nécessaire de balayer une idée fautive, qui s'appuie sur le simplisme du raisonnement par analogie. Cette idée fautive est la suivante : la montée du fascisme en Europe, dans les années 30, s'est appuyée — et s'est nourrie — de la crise ; puisque «à nouveau» nous sommes en période de «crise», le fascisme est «à nouveau» un recours pour la bourgeoisie, selon la vieille théorie qui fait produire

aux mêmes causes les mêmes effets. L'ennui, c'est que rien n'est comparable entre la crise économique du début des années 30 et la crise politique d'aujourd'hui : ni l'environnement international, ni la situation de la bourgeoisie, ni la situation des masses populaires, ni la situation des révolutionnaires.

La question se trouve alors singulièrement restreinte. Il s'agit de savoir si la bourgeoisie française — et le pouvoir politique qui la représente aujourd'hui, celui de Giscard — a besoin de recourir au fascisme pour exercer sa domination sur la classe ouvrière et les masses populaires. Il s'agit en fait de savoir si les vieux ressorts de la «dictature démocratique» sont à ce point caduques qu'il faille leur substituer une phase de dictature ouverte, et armée.

Nous développerons ces points de vue dans les prochains «contraires au sein du peuple». Indiquons cependant qu'à notre avis, les mesures répressives actuelles, qu'il ne faut pas nier ni sous-estimer, s'inscrivent dans le renforcement de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Mais celle-ci dispose encore de suffisamment de moyens de tromperie et de division pour qu'elle n'ait pas à recourir à cette dernière carte qu'est le fascisme.

A suivre P.P. Paris 19

LA POLITIQUE DE RECENTRAGE DE LA CFDT ET SES CONSEQUENCES SUR L'ACTION

Etre réaliste et révolutionnaire... dans la CFDT d'après Brest

Un réel espoir avait pris corps à Brest, au Congrès Confédéral CFDT, chez un certain nombre de syndicalistes, d'origine pourtant très diversifiée géographiquement (Rhône Alpes, Pays de Loire, Auvergne,...) et professionnellement (Hacuitex, SNCF, Bois, Construction,...). Confrontés aux graves problèmes de la crise et des divisions qu'elle crée ou approfondit chez les travailleurs, ils ont été plus d'un à vouloir prendre le taureau par les cornes, à se coltiner très sérieusement la réalité.

Leur espoir, c'était de voir le syndicalisme trouver en lui-même la force et l'initiative de commencer à reconstruire l'unité de lutte des travailleurs, entamée par la crise.

Leur bataille, fort sérieuse, c'était pour ne pas marquer de pause dans l'action syndicale pendant ce temps. Il s'agissait de chercher, tout en menant le combat de classe quotidien, comment ne pas payer par des reculs syndicaux le «second souffle» du mouvement syndical après mars 1978.

UNE DEMARCHE QUI DERANGE

Cette démarche-là n'a pas toujours été comprise. Et surtout, elle a le tort de déranger ! A coup sûr, elle a bousculé les schémas simplistes des partisans du tout ou rien, des «héros du congrès» à la bouche pleine de phrases révolutionnaires et d'appels à la grève générale.

Pour ces gens-là, mais aussi pour un certain nombre de militants sincèrement exaspérés par les conditions actuelles de lutte et le bilan encore maigre des succès ouvriers de la période, les divisions des travailleurs ne sont ni très nouvelles ni bien profondes. Souvent, l'appel à l'unité des partis de gauche ou à une unification syndicale, sans principe ni garantie, tient lieu de tout le travail concret et patient de constitution du rapport de forces et de l'unité réelle nécessaire à l'entreprise, dans et pour l'action.

En fait, seules la défense de quelques points de fonctionnement démocratique et (pour certains) une solidarité commune

avec les militants sanctionnés d'Usinor Dunkerque ou de la BNP, ont pu rapprocher ce «gauchisme syndical» des tenants d'un syndicalisme de lutte de classe réaliste.

Mais visiblement, on voudrait aujourd'hui dans la CFDT, à la façon de Maire à Brest d'ailleurs, ne voir que deux attitudes : gauchisme ou «recentrage», pris au sens initial du rapport Moreau de 1978. Et là aussi, cela dérange fort d'entendre des syndicalistes soutenir, et parfois imposer, ce qu'il faut bien appeler (faute de mieux et au risque de déplaire) «un recentrage à gauche».

RECENTRER A GAUCHE ?

C'est que dans la période, faite de difficultés de syndicalisation et de rares succès syndicaux, la tentation est grande de ne retenir de Brest que ce constat des problèmes à résoudre. Il est parfois confortable de camper sur le terrain des difficultés syndicales de l'heure, en s'en prenant aux «idéalistes» oubliés des divisions de la classe ouvrière.

Alors là, le réalisme a bon dos ! De l'existence, indéniable,

de travailleurs écoeurés par les grandes messes syndicales sans lendemain, les journées fourretout et le front des mécontents (façon PCF), on devrait déduire que l'action par branche va redonner confiance aux masses et relancer l'action ? On voit bien le désarroi des licenciés de la sidérurgie aujourd'hui. Mais, prenant le petit bout de la lorgnette, devrait-on voir aussi comme valable et positif un accord qui consacre la liquidation d'unités entières de production et entières ces mutations contre lesquelles tant de sidérurgistes ont protesté et qui ne sont que l'avant-goût d'autres licenciements à venir ?

Oui, c'est sûr, il y a des différences de niveau de conscience et de mobilisation parmi les travailleurs. Il y a des contrastes saisissants et qui posent de graves problèmes aux directions syndicales, à tous les responsables syndicaux, de quelque orientation qu'ils se réclament. Mais dans quel sens alors doit-on tirer, autour de qui et de quels intérêts de classe faire l'unité ? Recentrer à gauche, plutôt qu'à

droite, n'est pas une boutade. C'est la volonté, profondément ressentie par de nombreux militants syndicalistes révolutionnaires, d'ancrer l'action syndicale au cœur des difficultés des travailleurs mais dans le seul but de les surmonter, pas à pas.

OUI, IL FAUT «RECONSTRUIRE L'ESPOIR»

Les travailleurs n'ont rien à attendre de bon du gauchisme syndical, infantile, de sa stérile agitation. Mais que pourrait donc leur apporter de valable (et d'utile à la reconstruction de leur unité de lutte) un syndicalisme de «caméléon» ? Certains dans la CGT ne jurent que par le 40^e Congrès et, myopes, ne voient que durcissement là où, trop souvent, il y a calcul. Faudrait-il donc en retour, se replier frileusement dans la CFDT et «recentrer» là où Maire le désire et comme il le désire ?

Oui, il y a du positif dans les constats de Brest comme dans la critique faite par Maire des manœuvres du PCF dans la CGT à diverses reprises. Mais, pour autant, devrait-on se contenter du

potage anarcho-syndicaliste, droitier, mijoté par la direction confédérale CFDT ? Pour réellement «reconstruire l'espoir», il faut marquer des points contre la bourgeoisie, sans tergiverser ! Lorsqu'il y a des victoires possibles, il faut s'en donner les moyens, tous les moyens, et ne pas se replier vers la première table de négociation venue pour raffler quelques miettes... «Recentrer», alors, c'est mettre l'intérêt des travailleurs au centre de l'action syndicale. C'est aussi mettre la logique des acquis ouvriers (démocratie de masse, efficacité, coordination, soutien...) avant les querelles de boutiques syndicales et plus encore les grandes manœuvres politiciennes des partis dits «de gauche». C'est enfin, mettre au centre des préoccupations syndicales une pré-syndicalisation dans l'action, un syndicalisme de type nouveau, où femmes, jeunes, immigrés, hors-statuts aient pleinement leur place. C'est jeter, patiemment, les bases d'un mouvement syndical de classe capable de prendre sa place dans le processus révolutionnaire !

J.F. ST ETIENNE

«Pour ne pas créer de divisions supplémentaires» A PROPOS DE L'ADHESION A LA CGT DE LA SECTION CFDT DISSOUE D'USINOR DUNKERQUE

Correspondant DUNKERQUE

De la dissolution de la section en avril 1979 à son ralliement à la CGT en octobre, c'est le long parcours des militants exclus et dissous pour préserver une certaine conception du combat syndical dans l'intérêt des travailleurs d'Usinor Dunkerque et aussi de tout le mouvement syndical.

BATAILLE POUR LA REINTEGRATION

AVRIL 1979, LA DISSOLUTION DE LA SECTION.

Le 30 mars en pleine lutte de la sidérurgie et à Usinor Dunkerque en pleine préparation de la rencontre nationale des sidérurgistes du 10 avril, la FGM suspend la section d'Usinor Dunkerque. Les motifs invoqués tournent autour des finances, mais jamais aucune preuve ne sera présentée ni même aucune plainte déposée par la FGM. Dès le début, la section des finances, un meeting et une conférence de presse. La dissolution de la section

et dans toute la France, des militants se déplacent très souvent : «La CFDT doit rester une organisation syndicale de classe et de masse dont les adhérents sont les artisans de la politique».

4 avril 1979 : Ce qui déjà est l'objet de leur lutte est un recentrage dont ils font les frais et ils expliquent les raisons de leur dissolution par :

— participation à la marche sur Paris le 23 mars avec la CGT.

— protestation pour la place privilégiée qu'occupent les négociations.

— contestation de l'emprise de plus en plus importante des responsables nationaux sur les sections syndicales à travers les syndicats, ce qui conduit à enlever tout pouvoir aux adhérents.

Ils sortent leur premier dossier (recueil de textes sur «l'affaire») : «En pleine grève à Usinor Dunkerque, la section CFDT est suspendue».

MAI 1979 : CONGRES DE BREST

Dès le premier jour, le problème de la dissolution est posé au congrès et de nombreux syndicats demandent que la section puisse s'exprimer et s'expliquer au congrès. Les suspendus ne pourront parler et c'est aux portes du congrès qu'ils tiendront un meeting et une conférence de presse.

La dissolution de la section

d'Usinor Dunkerque représente bien alors un des aspects du recentrage. Elle cristallise une opposition au sein de la CFDT et ce n'est que par 57% des voix que le rapport d'activité y est voté.

Peu après ce congrès, le 25 mai, le syndicat communique à 12 militants de la section leur «suppression» de toute responsabilité dans la CFDT.

L'ASSEMBLEE GENERALE DES ADHERENTS

Dès le début, la FGM avait dit que ce serait aux adhérents à trancher ; aussi l'assemblée générale représentait l'endroit privilégié pour que la section puisse s'exprimer et, avec le congrès, un des moyens d'obtenir sa réhabilitation.

Mais l'assemblée générale convoquée en toute hâte et à des heures impossibles par la FGM ne regroupa que peu d'adhérents. De plus, le règlement interne ne permettra pas aux «dissous» de s'y exprimer. Malgré cela, le premier vote donnera une très large majorité contre la dissolution (51 contre 29). Aussi aucun des votes suivants ne sera déposé.

A la suite de cette assemblée générale désastreuse pour elle, la FGM décide :

- l'exclusion des 12 «suspendus de responsabilité»
- le maintien de la dissolution



Les travailleurs de Mataglo durant le conflit de 1976.

de la section et donc de tout le reste de ses militants.

Juin 1979 : les dissous et exclus sortent leur brochure «Un combat que nous continuons»

LA POURSUITE DE LA LUTTE

A partir de ce moment, la section dissoute obtient le soutien de nombreux syndicats, de sections, d'unions départementales, mais malgré la demande de réunion du congrès métaux,

la perspective de réintégration dans la CFDT a disparu et le problème se pose :

— Comment continuer la lutte pour la démocratie dans la CFDT

— Comment continuer la lutte dans l'usine pour «remplir notre rôle de délégués, de défendre les gars sur le tas dans la pratique et défendre dans la pratique notre conception du syndicat» ?

Pour cela, 2 solutions se présentent à eux : ou créer un syndicat autonome ou adhérer à la CGT.

— le syndicat autonome n'offre aucune perspective d'avenir, ne renforce pas largement le soutien des adhérents de par son aspect localiste. Mais il présente l'avantage que dès sa conception, il pourra intégrer tous les acquis de la section.

— la deuxième éventualité est l'entrée dans la CGT. Les adhérents demandent de prendre des assurances très nettes pour arriver à garder une conception du syndicat démocratique où les adhérents décident. Quelles assurances de conserver leurs acquis ? C'est l'objet du tract «lettre ouverte à la CGT pour la constitution d'un syndicat unique». La CGT répond alors brièvement sans en fait donner beaucoup de garanties ; «Nous avons toujours été pour la démocratie». Quelle démocratie dans la manière dont la CGT a dévoyé un certain nombre de grèves à Usinor Dunkerque par le passé ! Mais le débat n'a pas eu lieu (tout au moins en public) et les militants de la section dissoute prennent leur position, adhèrent à la CGT et l'annoncent le 15 octobre. Ils peuvent ainsi avoir le maximum de moyens pour poursuivre leur combat et de plus, «cela ne constitue pas un facteur de division supplémentaire».

Les militants de l'ancienne section CFDT d'Usinor Dunkerque ont tous choisi de rentrer dans la CGT et de poursuivre leur combat. On ne peut que respecter et soutenir une telle décision qui n'occasionne pas de division supplémentaire dans le mouvement syndical à Usinor Dunkerque. Et préserver les acquis ne peut s'obtenir que par une lutte politique importante dans un syndicat où, malgré toutes les affirmations contraires, le poids du PCF pèse très lourdement et dont le point fort n'est pas toujours la démocratie !

Lettre ouverte à la CGT pour la constitution d'un syndicat unique

(Extraits de tract)

«(...) Une des conséquences du recentrage de la CFDT a été la dissolution de la section qu'elle avait à Usinor Dunkerque (...) Notre lutte pour la réintégration dans la CFDT n'a pas permis de faire revenir les dirigeants de la CFDT sur leur position. Nous sommes conscients d'être porteurs d'une histoire et d'une pratique syndicale que les travailleurs d'Usinor Dunkerque avaient approuvés ces dernières années dans les luttes et au CE et tant par leur adhésion que par leur vote puisque nous ne cessons de progresser. C'est cette histoire et cette pratique que nous voulons être en mesure de continuer à assumer à Usinor Dunkerque.

RENFORCER L'UNITE DES TRAVAILLEURS

Le conseil syndical de l'ancienne section CFDT d'Usinor Dunkerque s'est réuni à cet effet et il y est apparu qu'un élément très important qui pouvait renforcer le combat des travailleurs était le renforcement de l'unité des travailleurs et que cela pouvait passer par notre adhésion à la CGT. (...)

LE SYNDICAT UNIQUE

Pour nous, le syndicat unique, c'est l'union de ces deux courants qui se complètent parce qu'unité ne veut pas dire monolithisme et écrasement de ces courants syndicalistes par un seul. Dans ce sens, nous pensons qu'il faudrait engager un débat public avec la CGT afin que les anciens adhérents de la CFDT et les adhérents de la CGT se retrouvent ensemble dans une même organisation syndicale avec tout ce qui fait leur force respective (...)

Nous ne pouvons pas être les seuls à poser les problèmes d'une unification qui, en aucun cas, ne peut être le seul fait d'adhérer à la CGT, car le problème de l'adhésion à la CGT s'appuie sur des réalités. Nous sommes un tout et une partie du mouvement syndical à Usinor Dunkerque, nous avons eu et avons encore des désaccords avec certaines orientations de la CGT, nous avons eu des pratiques différentes, nous voulons pouvoir continuer le même combat syndical qu'auparavant puisqu'il est reconnu par beaucoup de travailleurs.

Le problème de notre adhésion à la CGT ne dépend donc pas uniquement et principalement de nous mais aussi et surtout des capacités de la CGT à accepter d'avoir en son sein un courant du mouvement syndical qui, jusqu'à présent, n'y est pas et il est illusoire de croire qu'on peut avancer vers un syndicat unique en éliminant de quelque manière que ce soit une partie du combat syndical que nous menons côte à côte depuis des années. Ceci est valable autant pour les uns que pour les autres.

QUELQUES PROBLEMES DONT IL FAUT DISCUTER

● Nous pensons que dans les luttes qu'il y a eu à Usinor Dunkerque nous avons porté la volonté de permettre aux travailleurs de décider des formes de lutte, de leurs objectifs revendicatifs et ceci nous a amené à permettre à tous les délégués de notre organisation d'écrire avec les travailleurs de leur secteur et de sortir les tracts qu'ils désiraient sans avoir à consulter tel ou tel bureau syndical ou telle ou telle commission de censure. Pourrions-nous continuer à le faire en étant à la CGT ?

● Unifier les travailleurs dans les luttes est également un souci de la section CFDT dissoute. Pour nous, toute grève dans un secteur doit être popularisée et connue de l'ensemble de l'usine. C'est pourquoi nous jugeons positif le fait que les travailleurs en lutte se déplacent et aillent eux-mêmes expliquer avec leurs délégués leur lutte dans les autres secteurs de l'usine (exemple la grève de Mataglo). Qu'en pense la CGT ?

De même dans la conduite des luttes, nous pensons qu'il y a toujours nécessité de faire en sorte que les travailleurs puissent eux-mêmes décider de leurs revendications, de leurs formes de luttes en assemblée générale après un débat entre eux et leurs organisations syndicales. Les décisions finales revenant aux travailleurs. Pourrions-nous continuer cette pratique en étant à la CGT ?

● Est-ce que le courant que nous représentons pourra être représenté et s'exprimer sans pour autant faire «du fractionnisme» dans tous les syndicats CGT d'Usinor Dunkerque ? Ce même courant pourra-t-il être représenté et s'exprimer au conseil de l'USUD (Union des syndicats d'Usinor Dunkerque)

EN CONCLUSION

Nous avons un document qui relate et qui explique notre histoire syndicale, un combat que nous continuons. Nous pensons que la CGT doit nous donner son avis sur ce document avant toute décision finale. Nous consulterons nos adhérents sur cette orientation dès que la CGT nous aura répondu publiquement. Nous sommes d'accord pour rencontrer la CGT sur les problèmes de notre éventuelle adhésion afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté au niveau de quiconque car, nous le répétons, pour nous, il ne peut s'agir d'adhésion individuelle mais d'une adhésion collective d'un certain nombre de personnes porteuses des aspirations d'un grand nombre de travailleurs. Un débat clair, un débat sain avec comme seul et unique objectif l'unité des travailleurs. Nous pouvons aboutir.»

Le 18 septembre 1979
Pour les exclus et dissous par la CFDT.
Claude BERNARD

BOULIN, C'EST FINI ?

La cause est entendue si l'on en croit nos gouvernants : il n'y a pas, il n'y aura pas, il n'y a d'ailleurs jamais eu d'affaire Boulin. Un ministre est mis en cause dans une affaire, d'ailleurs obscure, d'escroquerie immobilière, il se suicide, fait sans précédent dans l'histoire de la V^e République, il accuse post mortem un autre ministre en exercice : à part ça, tout va très bien, Madame la marquise. La preuve : le calme règne à Chanonat.

On a peut-être oublié que l'affaire Boulin n'est pas arrivée seule. Le changement de régime en Centrafrique avait commencé à remuer tout un théâtre d'ombres. On apprenait, en dépit des démentis, que c'étaient bien les paras français qui avaient directement mis en place le nouveau gouvernement : étaient mis en cause dans l'affaire le ministre RPR des armées, et le ministre RPR de la coopération. Peu de temps après, remontaient à la surface toutes les compromissions du gouvernement français avec le régime de Bokassa. On rappelait les déclarations de Galley qualifiant de «pseudo-événements» les massacres de Bangui, et le *Canard Enchaîné* couvrait le ministre de ridicule en affirmant qu'il s'était régalé d'un plat de chair humaine lors d'un repas avec Bokassa.

Puis l'affaire des diamants brillait de tous ses feux au-dessus de l'Élysée, qui ne s'en est toujours pas expliqué.

Enfin surgissait l'affaire de la propriété de Barre au Cap-Ferrat, dans laquelle il semble pourtant qu'aucune irrégularité n'ait été commise.

UNE FUITE DE PLUS

C'est dans ce ciel bien sombre, où se trouve ternie l'image de marque de Giscard et de plusieurs de ses ministres, qu'arrive l'affaire du terrain de Ramatuelle, qui circulait déjà depuis plusieurs semaines dans diverses salles de rédaction. Nous ne revenons pas sur le fond de l'affaire immobilière, qui est extrêmement complexe, et qui n'est pas connue dans ses détails. Une seule chose

est sûre : il y a eu une escroquerie sur la vente d'un terrain, et Boulin était un ami personnel du sieur Tournet, inculpé dans l'affaire, et à qui il a acheté un terrain. Que Boulin soit complice ou victime, la suspicion est jetée et Boulin se défend. Les choses auraient pu en rester là.

Mais le ministre se suicide, ce qui n'était pas prévu au programme de ceux qui avaient dévoilé le dossier. Et c'est là que les interprétations se succèdent à une vitesse surprenante. Premier temps : c'est la faute à la presse, haro sur les journalistes trop curieux.

Deuxième temps : Boulin se venge d'outre-tombe : il écrit une lettre qui met en cause, non pas la presse, mais, outre Tournet et le juge d'instruction, le garde des sceaux et ses «amis» politiques : Peyrefitte et le gouvernement dans son ensemble se trouvent sur la sellette. Chirac et les dirigeants RPR se font discrets, comme si l'affaire ne les concernait pas.

Troisième temps : les commentateurs commentent, et font remarquer que le scandale profite surtout au RPR. Des journalistes disent tenir leurs informations des dirigeants RPR. Le scandale change de camp, ce qui conduit Chirac et les siens à publier lundi dernier leur position.

LA BONNE PAROLE

Pendant ce temps, Giscard opère un retour à la terre, et cherche sa voie dans la Bible. La radio et la télévision enfilent les poncifs les plus éculés pour comparer la France

Mais voilà, l'affaire est bien là, éblouissant ce qu'il est convenu d'appeler la classe politique, et tout un chacun y va de sa déclaration, se défendant en en mettant d'autres en cause. Horizon de tout cela : les élections présidentielles de 1981, et l'âpre concurrence entre les partis de droite pour cette occasion. Il faut revenir sur quelques uns des événements des derniers jours pour démêler qui se débat dans ce panier de crabes.

profonde, campagnarde, le pays réel, en somme, à l'atmosphère enfiévrée, polluée, de la politique parisienne. De retour Giscard annonce qu'il faudrait enterrer l'affaire, et Barre renchérit en lançant : «Il n'y a pas d'affaire Boulin»,

parce que chacun ne va pas manquer de diffuser à la presse tout ce qu'il sait sur l'autre. Et tout simplement parce que l'instruction de l'affaire Tournet se poursuit : quelles que soient ses conclusions, elle reviendra donc, dans une



«Je suis choqué».

sans craindre qu'on lui rappelle le précédent de ce fameux, «il n'y a pas d'affaire Dreyfus». Puisque la mode est aux citations bibliques, Giscard et Barre semblent appliquer le précepte évangélique : «Si ton œil te scandalise, arrache-le et jette-le loin de toi».

Car il y aura encore une affaire Boulin. Parce que la rivalité entre partis de droite est toujours d'actualité,

semaine, un mois ou un an, au devant de l'actualité, et provoquera de nouveau une avalanche de commentaires.

M. Barre comparait l'affaire à un marécage. Effectivement, elle sent mauvais, et quiconque y marche risque de s'y enliser. Où d'en ressortir affligé d'une odeur tenace.

François NOLET

L'innovation, c'est Matteoli

Le nouveau ministre du Travail a été nommé jeudi. Il s'agit du très illustre Jean Matteoli, né le 20 décembre 1922 à Montchanin.

Ce président des charbonnages de France est un ancien gaulliste de gauche aujourd'hui membre du Comité Central du RPR. Il était difficile à Giscard de priver le RPR d'un ministre aussi important et l'ancienne appartenance de Matteoli au «Front Travailiste» pourra faire croire à certains qu'il s'agit, là encore, d'un «homme d'ouverture».

Entre son passage au

«Front» et sa présence au «Rassemblement», Matteoli a appartenu à l'UDR de 67 à 75. Il y a été membre du comité central pendant 6 ans, et membre du bureau exécutif durant 3 ans. En 1970, Matteoli a été élu président du conseil régional du nord. En 1972, le voilà nommé secrétaire national à l'innovation. Sans doute faute d'avoir apporté quoi que ce soit de nouveau, il passe en 1974 au secrétariat national à la Participation. Il est ensuite délégué à l'emploi, le voici maintenant ministre du Travail et de la Participation.

Assemblée européenne LA FRANCE ISOLEE LORS D'UN VOTE SUR L'AGRICULTURE

Le parlement européen vient de clore sa session budgétaire spéciale par un vote dont les conséquences politiques risquent d'être importantes. La majorité des parlementaires ont adopté des amendements prévoyant une diminution du soutien financier au marché laitier communautaire et une augmentation modulée de la taxe de coresponsabilité appliquée aux producteurs de lait. Ce qui signifiera sans doute une baisse des revenus pour les gros producteurs français, mais pour beaucoup de petits l'élimination pure et simple. Tous les parlementaires français se sont opposés à cette décision qui risque, selon eux, de mettre en péril la politique agricole commune. Mais ce vote pose aussi, pour la première fois, ce problème de voir un pays de la CEE contraint d'appliquer des décisions prises par l'assemblée européenne.

L'assemblée européenne ne s'est pas prononcée comme prévu sur le projet de budget communautaire qu'elle a examiné depuis lundi. Ce vote est reporté à décembre ; en attendant, l'assemblée a adopté, sur proposition du rapporteur néerlandais Dankert, trois amendements importants.

Les deux premiers portent sur la réduction des dépenses de soutien du marché laitier (moins 380 millions d'écus soit 2,24 milliards de francs). Ces fonds seraient pour une large part mis en réserve en vue d'aider à la restructuration des exploitations laitières. Le troisième concerne l'inscription de 280 millions d'écus à ces dépenses de restructuration. Ils seraient obtenus par augmentation modulée des taxes de coresponsabilité. Cette augmentation serait progressive et appliquée aux agriculteurs qui accroissent rapidement leur production.

L'OPPOSITION DES FRANÇAIS ET LES CONSEQUENCES DU VOTE

Les quatre formations françaises se sont opposées nettement à ces amendements. Pour eux, la diminution du soutien

aux producteurs de lait, porte un coup à la politique agricole commune. Seules les voix peu nombreuses des députés libéraux se sont jointes à celles des Français. Ils protestent contre la procédure employée qui fait l'économie d'un débat indispensable sur l'ensemble de la politique agricole commune.

Les Britanniques, soucieux de réduire les dépenses agricoles, ont été suivis par les Allemands. En plus de l'éventuelle remise en cause de la PAC, se pose la question de la valeur du vote de l'assemblée. La France, hostile aux amendements, sera-t-elle contrainte de se soumettre à cette décision du parlement européen ?

En la matière, le parlement n'est pas sorti de ses compétences, limitées au budget, n'a pas remis en cause ce budget ni augmenté son volume. Le vote est donc légal et ne sera pas rejeté par le conseil de Bruxelles, où la même majorité de pays lui seront favorables. A moins de provoquer une grave crise institutionnelle de la CEE, la France devra donc se conformer aux décisions du parlement européen.

Didier DELORME

● L'OCFml à la Tribune libre de FR3 jeudi soir

L'OCF (ml) avait pour la première fois accès à la télévision, jeudi soir, dans le cadre de la *Tribune libre* de FR 3. Développant leurs propos sous forme d'une interview, quatre représentants de l'OCF(ml) ont tout d'abord dénoncé la pourriture du régime, si bien mise en évidence par les récents scandales. S'appuyant sur divers exemples comme les luttes de la SPLI, des résidents Sonacotra ou encore de la sidérurgie, ils ont insisté sur la nécessité de «lutter sur deux fronts», c'est-à-dire contre le pouvoir, mais aussi contre le PCF.

Les représentants de l'OCF(ml) ont ensuite expliqué que les difficultés actuelles de la classe ouvrière trouvaient leurs racines dans la crise, mais aussi dans les doutes existant sur le socialisme, trop souvent perçu à travers la caricature qu'en donne l'URSS ou le Vietnam. Les militants de l'OCF(ml) ont rappelé à ce sujet que la dictature du prolétariat, c'est «l'extension des libertés». Ils ont également rappelé leur soutien au mouvement de boycott des Jeux Olympiques de Moscou, ainsi que leur soutien à tous ceux qui, au Cambodge, luttent contre l'envahisseur vietnamien. Enfin, après avoir traité des présidentielles, et notamment de Rocard, défini comme «réformiste antitotalitaire», les orateurs ont présenté l'OCF(ml) comme «une petite organisation au service des luttes ouvrières», qui œuvre à la création d'un «parti communiste démocratique».

le quotidien du peuple

- Directeur politique..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique..... Nicolas Duvallois
- Section internationale..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales..... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Un reportage du Quotidien du Peuple

1879-1979
UN ANNIVERSAIRE DU TRAVAIL
ALSTHOM : USINE OCCUPEE

Quand les Alsthomiens de Belfort veulent se faire entendre

Reportage de Gérard PRIVAT

Les grèves partent souvent là où on ne les attend pas et quand on ne les attend pas. C'est encore vrai cette fois pour l'Alsthom de Belfort.

On a eu comme l'impression d'un signal : pendant les deux semaines qui ont suivi, il y a eu une vague de grèves dans différentes villes. Dans le trust Alsthom d'abord ; puis dans d'autres : Merlin-Gérin à Grenoble, Ducellier dans la Loire, Poclain dans le Centre...

A Belfort, les Alsthomiens font preuve d'une grande détermination. Quand je les ai rencontrés, vers le 1^{er} novembre, leur moral était au beau fixe. Un mois de grève n'avait pas entamé leur volonté de vaincre.

Comme à Saint-Ouen, une forte aspiration à la démocratie est apparue ; dès le début.

Elle n'a pas pris la forme d'un comité de grève organisé mais les problèmes du fonctionnement conduisant aux prises de décision ont été posés largement.

A Belfort, c'est surtout « dans les piquets » que ça se discute ; là où se retrouvent les militants de base, les syndiqués, les non-syndiqués...

Enfin, les grévistes actifs de cette lutte ; cette frange de plusieurs centaines de travailleurs ; le cœur de la grève...

J'y ai retrouvé des caractéristiques déjà vues dans des luttes récentes, notamment dans la sidérurgie. Par exemple... à Longwy.

Sans doute, les conditions sont différentes ; il ne faut pas faire d'analogies trop rapides. N'empêche ! sur la question de la démocratie, il y a de nombreux points communs. G. P.

Les Belfortains n'en sont pas encore revenus. Personne ne s'y attendait. Pensez donc ! La dernière grève remonte à... 1954 ou... 1952, on ne s'en souvient même plus très bien. Bien sûr, il y a eu 1968 ; comme partout ; mais ça n'a pas laissé de souvenirs impérissables. Pour le centenaire, les syndicats avaient bien prévu de « faire quelque chose pour marquer le coup », mais on n'allait pas casser la baraque.

Et puis voilà, c'est parti. Un mouvement profond, massif, puissant. Le centenaire a été l'occasion, mais l'occasion seulement. L'incendie s'est rapidement éteint car la paille était bien sèche : les salaires sont incroyablement bas dans cette usine. Leur moyenne tourne autour de 2600-2700 francs par mois. Une misère ! Surtout si l'on songe que la quasi-totalité des travailleurs sont des professionnels. Sur le plan des avantages, c'est quasi nul. La principale revendication est d'ailleurs le 13^e mois. Pour couronner le tout, une manière de dictateur, nommé directeur ici depuis 3 ans, gratifie les travailleurs et leurs syndicats d'une arrogance et d'un mépris comme on n'en rencontre plus guère aujourd'hui.

Les motifs de mécontentement étaient en abondance. Il ne manquait que l'occasion. Les millions dépensés pour fêter le centenaire de l'usine ont soulevé l'indignation. C'est comme cela que c'est parti.

Avec les gars des piquets

C'est curieux ces regroupements qui se sont opérés dès le

début de la grève. A chacune des six portes de la grande usine, des piquets de grève se sont mis en place pour assurer la garde. Ils se sont retrouvés là, les gars, soit parce que c'est par là qu'ils rentrent au boulot ; ou qu'ils y avaient des copains ; ou tout simplement parce qu'ils s'y sont trouvés bien dès le départ...

Toujours est-il qu'ils forment des sortes de petites communautés fixées chacune à son entrée, avec ses habitudes, ses problèmes, ses idées... et ses discussions. Car ça discute dans les piquets ! Par moment, les joueurs de tarots en lâchent leurs cartes.



Evidemment, ça tourne pour l'essentiel autour des problèmes de la lutte ; mais pas seulement. Par exemple lorsque la délégation chinoise est venue visiter l'usine, beaucoup de grévistes ont été agréablement surpris. Un vieil ouvrier l'explique : « Quand ils sont ressortis, ils ont laissé les voitures à l'intérieur de l'usine et sont venus vers nous à pied. Ils nous ont serré la main chaleureusement. L'un d'entre eux a dit qu'il nous transmettait le salut du peuple chinois ; à nous, ouvriers français en grève. On n'est pas habitués à ça avec les délégations étrangères. Ça nous a foutu un coup là. Il s'en est suivi des débats

fort intéressants jusqu'à une heure avancée de la nuit sur la Chine, sur le socialisme.

Ainsi, ces « postes de garde de la lutte » sont en même temps devenus des sortes de forums permanents. Plusieurs centaines de travailleurs y participent à tour de rôle ; quand ils prennent leur tour de garde.

L'Intersyndicale sur la sellette

En règle générale, l'« étiquette » ne prévaut pas dans les piquets. Même si on retrouve plutôt des

syndiqués CFDT à tel endroit, des cégétistes à tel autre, ou encore que les non-syndiqués soient majoritaires dans un troisième, et même si ce n'est pas complètement le fruit du hasard, ce n'est pas ce qui est mis en avant. Ce qui unit, c'est la lutte. Ce sont les plus combattifs que l'on retrouve dans les piquets. Et c'est une frange assez large.

Il s'est aussi établi une sorte de coupure entre l'intersyndicale et cette frange de grévistes actifs, ceux qui sont de tous les coups, ceux-là qui sont en général toujours prêts quand il y a quelque chose à faire. Pas nouveau, dirait-on ! Certes, mais à l'Alsthom-Belfort, c'est sans doute plus large que dans bien des grèves de la période récente.

Pourrait l'intersyndicale montrer bien le bout de son nez dans les piquets dans certaines occasions. « Par exemple, indique un jeune militant, quand la date de la montée à Paris s'est rapprochée, ils sont venus dans les piquets battre le rappel. Ils faisaient des pieds et des mains pour en emmener le maximum. Tous les arguments étaient bons ».

Plus discrets en d'autres occasions, les leaders de l'intersyndicale s'étaient, par exemple, volatilisés lors de l'occupation massive de la gare de Belfort. On ne les vit reparaitre que pour donner une consigne de levée d'occupation avant l'heure. On s'interroge encore à Belfort (pas dans les piquets ou presque tout le monde a compris) sur les raisons d'une telle attitude.

A propos des cadres...

On a beaucoup vanté ici ou là la très grande unité qui régnait entre les grévistes d'Alsthom-Belfort. En effet, c'est un fait très positif : les travailleurs de l'Alsthom sont très unis dans la lutte.

D'aucuns ont poussé la relation de ce phénomène unitaire jusqu'à y englober, sans la moindre hésitation, le « personnel d'encadrement ». Alors là, faites excuse. Il convient de rétablir un peu les choses.

Premier point, le patron est très isolé ; c'est très bien. La CGC fait partie de l'intersyndicale ; donc elle n'est pas du côté de la direction comme c'est souvent le cas.

Deuxième point. Tous les cadres ne sont pas du côté des grévistes. A vrai dire, il semble même que ce soit une minorité.

Par ailleurs, dès la semaine dernière, une partie des cadres a été enrôlée par la direction pour faire du démarchage à domicile auprès des grévistes pour essayer de jouer l'intimidation et la division. Leur tâche naturelle, quoi...

La lutte pour le droit à la parole

Gardons-nous d'un vieux schéma facile pour tout expliquer : non, il n'y a pas d'un côté les vilains méchants de l'intersyndicale qui veulent à tout prix briser la lutte des travailleurs qui, de leur côté, ont tout compris et veulent unanimement lutter jusqu'au bout. Même si ce bon vieux schéma recouvre une partie de la réalité dans presque toutes les luttes de la classe ouvrière, les choses sont, malgré tout, un peu plus compliquées.

Pretons par exemple la question de la démocratie. Très vite au début de la grève, les gars se sont

plaints dans les piquets de grève de ne pouvoir intervenir sur le cours de la lutte, de ne pouvoir donner son point de vue, faire des propositions pour aider à la construction du rapport de forces. On a senti là un signe très net de progression de la conscience ouvrière. Quoi ? Ces petits gars presque sans tradition de lutte qui se mettent dans la tête de vouloir prendre les affaires en mains ! Une bagarre sévère s'est menée pour l'imposer, ce droit. Contre ceux qui, consciemment ou non, à des fins bien arrêtées ou par vieille routine syndicaliste, le leur refusaient. Et ils l'ont obtenu. Des gars sont allés représenter les piquets aux réunions de l'intersyndicale. A partir de là, des propositions intéressantes ont commencé à être prises en compte, des grévistes ont pu se rendre compte des positions en présence, faire valoir le point de vue de leurs camarades.

Cela dit, tout n'a pas été résolu magiquement par le seul fait de la participation des piquets à l'intersyndicale. Confrontés à des situations difficiles ou à des arguments pernicieux visant à tirer le mouvement en arrière, les délégués des piquets ne s'en sont pas toujours bien sortis. Et c'est normal. Parce que construire un rapport de force suffisant face à un patron qui ne veut rien entendre, ce n'est pas une petite affaire, cela pose des tas de difficultés ; et l'on n'a pas trop d'expérience ; et il y en a toujours quelques uns qui sont prêts à descendre au premier arrêt et laisser filer le train... Bref, ce n'est pas si simple !

Le contenu de la démocratie

Faut-il en tirer la conclusion que cela ne servait à rien de se battre pour imposer que les piquets soient représentés à l'intersyndicale ? Que non point, sacrebleu ! C'est une grande victoire que d'y être parvenu. Simplement cela ne règle pas tout. Une fois obtenue la forme de la démocratie, il faut se battre pour lui donner un contenu. On ne peut faire l'économie d'une analyse minutieuse des problèmes, des initiatives à prendre, des idées fausses à combattre, des moyens à mettre en œuvre pour faire avancer le mouvement. C'est surtout sur tout cela qu'il faut avancer. Sans compréhension de la



situation, des enjeux à chaque moment, les travailleurs les plus actifs que l'on rencontre un peu plus nombreux à chaque lutte ne parviennent pas à intervenir avec suffisamment de force pour imposer leur volonté de lutte. On en voit même qui, bien que prêts à se battre jusqu'au bout ne ressentent pas le besoin de s'investir dans la direction de la lutte, dans l'intersyndicale pour s'y battre, dans leurs sections CGT ou CFDT.

Et l'on voit, par contre, des adversaires acharnés des radios libres encourager soudain leur développement quand elles sont écoutées largement. Et d'autres (ou les mêmes) qui condamnaient hier telle forme démocratique (AG, comité de grève...) la revendiquer aujourd'hui ; peut-être pour la dénoncer à nouveau demain.

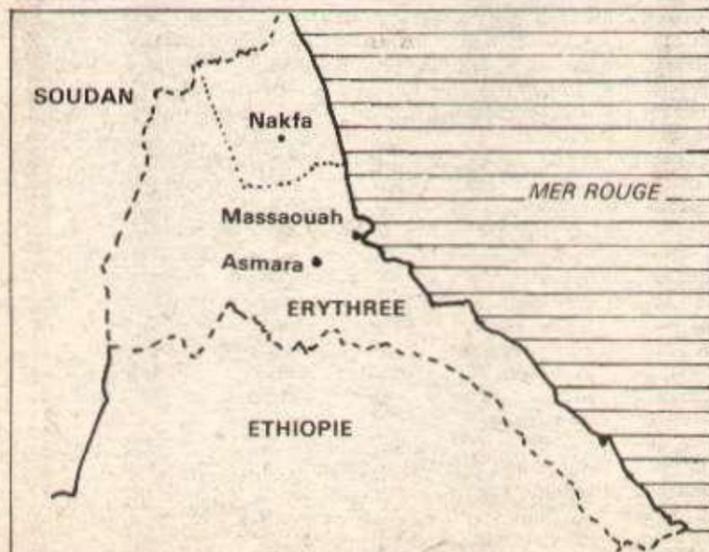
« C'est bien d'être parvenus à imposer le droit de parole. Mais

une fois qu'on l'a, qu'est-ce qu'on en fait ? » disait un gréviste déçu en sortant d'une réunion particulièrement terne de l'intersyndicale.

Il reste cependant qu'en matière de démocratie, les gars des piquets de l'Alsthom-Belfort ont retenu quelques leçons apprises dans les luttes de la classe ouvrière et se sont efforcés de les mettre en pratique.

«En cette 19^e année de guerre, c'est toujours l'impasse, il n'y a pas d'issue politique en vue. Mais, depuis le déclenchement de notre lutte armée, en 1961, pour nous, l'objectif à atteindre c'est toujours l'indépendance. Et, nous restons parfaitement confiants dans le fait que nous imposerons notre volonté, afin d'instaurer notre Etat national et démocratique. Deux décennies de combat ont réveillé puissamment l'esprit révolutionnaire de notre peuple. Avec ses neuf nationalités et ses deux confessions (chrétiens et musulmans), il est aujourd'hui plus uni que jamais.

Malgré des revers, nos zones libérées comprennent, toujours outre Nakfa, capitale du nord de l'Erythrée, la quasi-totalité de la campagne érythréenne. Notre peuple, rassemblé dans ses organisations de masses, participe toujours à l'édification d'une société nouvelle. Celle-ci n'est pas un vague projet. C'est une réalité présente. Le pouvoir populaire, que nous avons commencé à édifier, aucune bombe, aucune balle ne pourront le déraciner. Ces propos que nous tenait voici quelques jours Nafi Kurdi, représentant en France du FPLE, témoignent de la vitalité de la résistance érythréenne. Confirmée par un ensemble de faits, tel celui-ci : il y a à peine huit jours, le FLE, l'autre front avec lequel le FPLE développe l'unité, a lancé une attaque contre les occupants éthiopiens dans l'enceinte même de la ville d'Agordat, dans l'ouest du pays.



Nakfa, capitale provinciale du nord de l'Erythrée risque fort d'être la cible de la nouvelle offensive soviéto-éthiopienne en préparation. C'est ce qu'a laissé entendre clairement aux journalistes occidentaux invités il y a quelques semaines par Mengistu le commandant de la «deuxième armée nationale révolutionnaire de libération» éthiopienne qui mène la guerre en Erythrée. Nakfa était déjà au cœur de l'offensive soviéto-éthiopienne de cet été. C'est sur Nakfa que cette offensive, la cinquième lancée en moins de 18 mois, s'est brisée.

Cette ville du Nord, très vieille et encore peu industrialisée, libérée par le FPLE en 1977, commande l'accès à la plaine du Sahel où subsistent d'importantes bases d'appui pour les forces de libération. Peu de choses ont

UNE ENORME CONCENTRATION DE MOYENS

D'abord en ce qui concerne la concentration de moyens militaires amenés sur le terrain par l'URSS et qui ont servi à donner l'assaut à Nakfa, comme l'indiquent les chiffres, elle a été considérable : 115 tanks et 78 véhicules blindés, 30 lance-roquettes - dits «orgues de Staline» - (pouvant tirer chacun 50 roquettes à la fois), 173 pièces d'artillerie, 488 mortiers. A cela il faut ajouter les raids des MIG 21 et MIG 23 qui, au cours de 350 sorties - ce qui est énorme - ont largué des bombes de 250 livres, des bombes à fragmentation made in URSS et du napalm.

Les moyens humains concentrés par Mengistu pour cette

Des axes routiers mal «dégagés»...

Début octobre, Jean-Claude Pomonti, journaliste du Monde, qui venait d'effectuer avec d'autres journalistes occidentaux, un reportage en Erythrée, du côté de l'armée éthiopienne, remarquait entre autres :

«Sur la route Keren-Asmara, seuls des convois protégés par l'armée (éthiopienne), circulent de jour. «Nous aurions pu vous faire venir par la route mais, ce n'était pas prévu au programme», soutient un officier pour expliquer le déplacement par avion».

«Chaque matin, une équipe de démineurs ouvre cette route (Massauah-Asmara) afin de permettre à un convoi, encadré par des automitrailleuses, de relier les deux villes en cinq heures. La voie ferrée n'a pas été réparée, car «elle est trop endommagée», selon le colonel Berhanu».

été dites jusqu'ici sur la bataille qui s'y est livrée en juillet. Ceux qui considèrent la résistance érythréenne à bout de souffle, en se fiant un peu vite au tableau brossé par le dictateur éthiopien et ses actuels protecteurs de Moscou, sous-estiment pour le moins la portée de cette bataille qui reste l'un des plus grands affrontements militaires qui se soit déroulé ces dernières années sur le continent africain.

Les données, rassemblées et transmises aujourd'hui seulement en Europe, sur la bataille de Nakfa, permettent d'en situer l'importance.

bataille ont été tout aussi spectaculaires : plus de 50 000 hommes - soit plus du tiers des forces éthiopiennes qui combattent en Erythrée - ont été envoyés au combat. Une proportion importante était composée d'unités d'élite avec un encadrement ayant jusqu'à 20 ans d'expérience, formés hier dans les écoles militaires américaines et israéliennes et engagé aujourd'hui dans des batailles planifiées par l'état-major soviétique. Cette offensive, présentée par le régime éthiopien comme «l'assaut final et décisif», fut lancée le 14 juillet, c'est-à-dire quelques jours

Erythrée : un an après le début de l'offensive soviéto-éthiopienne de novembre 1978

NAKFA : UN CAUCHEMAR POUR LES ASSAILLANTS

Par Jean-Paul GAY

avant l'ouverture du sommet de l'OUA à Monrovia où Mengistu espérait pouvoir faire valoir la fin de la résistance érythréenne.

L'offensive avait été minutieusement préparée, y compris sur le plan des mass-média, pour tenter de la justifier aux yeux de l'opinion éthiopienne et pour conforter le moral des troupes d'Addis-Abeba.

L'ASSAUT REPOUSSE

Malgré tous ces moyens, la résistance érythréenne a pu tenir et Nakfa n'a pas été prise. Malgré l'assaut lancé simultanément sur trois fronts pour tenter d'éparpiller les forces du FPLE et d'affaiblir les défenses, les 20 000 Ethiopiens qui tentaient d'investir la ville furent repoussés. En même temps, au nord-est de Nakfa, l'unité éthiopienne 503 B, unité d'élite, forte de 10 000 hommes, qui s'était distinguée dans l'Ogaden contre l'armée somalienne fut littéralement anéantie au cours d'une bataille de 15 heures. Au total, au cours de la cinquième offensive, les pertes éthiopiennes ont été évaluées à plus de 15 000 hommes mis hors de combat, dont 6 800 tués, 7 800 blessés, 731 prisonniers : parmi ceux-ci, des dizaines d'officiers de tous grades et des «commissaires politiques» de Mengistu.

A ce sujet, Nafi Kurdi, représentant du FPLE en France, nous disait ces jours-ci : «La situation militaire, vue de loin, nous paraît plutôt défavorable. En réalité, sur le terrain, l'ennemi, bien qu'il ait essayé en cinq offensives successives sur un peu plus d'un an, de s'emparer de nos zones libérées, de prendre en tenailles nos bases arrières et surtout de s'emparer de la ville de Nakfa, n'est pas parvenu à ses fins. Pour le DERG et toutes les forces d'agression, cette ville est souvenir de cauchemar. Pour nous, elle est synonyme de détermination. C'est la seule ville où nous avons choisi de mener et où nous mènerons les combats conventionnels. Ce faisant, nous prouvons que nous pouvons, quand nous le voulons, mener une guerre de type conventionnel et infliger, dans ce cadre, des défaites retentissantes à nos agresseurs, tandis que nous poursuivons dans le même temps la guerre de guérilla».

Pour la défense de Nakfa (ville à laquelle Mengistu se prépare à nouveau à donner l'assaut), la résistance érythréenne a exploité au mieux le relief de la région. Celui-ci, constitué notamment de nombreuses collines de quelques centaines de mètres d'altitude dans lesquelles la ville est très encaissée, contribue à limiter l'efficacité aussi bien de l'artillerie à longue portée que celle de l'aviation qui doit alors gérer à basse altitude, au prix de très gros risques. L'ingéniosité dont font preuve les techniciens de la résistance a permis de disposer à assez haute altitude les chars soviétiques pris à l'ennemi pour bombarder les ennemis en posi-

«Aucune bombe, aucune balle ne pourront déraciner le pouvoir populaire que nous avons commencé à édifier»



tion favorable, tandis qu'un très grand réseau de tranchées, de souterrains, préparé de longue date, a contribué à tenir, face au déluge de fer et de feu dirigé contre la ville et les collines de Nakfa.

UN PLAN D'ENSEMBLE

Mais, l'échec infligé aux assaillants ne s'explique pas indépendamment de la situation d'ensemble qui prévaut sur le terrain. Faire de Nakfa un piège pour les agresseurs tout en leur opposant à cet endroit, délibérément, avec une puissante concentration de forces de la résistance, une guerre de position, s'inscrit dans un plan préétabli comportant par ailleurs le retrait planifié des unités de la résistance des autres villes, afin que les bombardements épargnent la population civile, l'infrastructure industrielle relativement importante de certaines villes comme Keren et que le gros de l'armée de libération reste intact. La retraite aussi bien que la défense de Nakfa avaient pu être programmées dès la 3^e réunion du comité central du FPLE, dans l'été 1978, alors qu'une offensive avait été lancée au mois de juin, par Mengistu, avec l'appui de l'URSS et de Cuba, dans le sud de l'Erythrée, surtout dans les zones tenues par le FLE.

Une fois la retraite effectuée fin 1978, le mouvement de libération n'a cessé de consolider ses positions à proximité des villes et de leur périphérie immédiate, passées sous contrôle éthiopien.

«Chaque jour, nous dit Nafi Kurdi, qui était encore voici peu de temps en Erythrée, nous resserrons l'étau, nous triplons nos lignes de défense de telle manière

qu'elles soient de plus en plus imbriquées avec celles de l'ennemi. L'ennemi qui était d'abord compact dans ses offensives, a dû disperser ses forces et nous collons à lui. Nous menons des harcèlements incessants, aussi bien en bombardant à partir de nos zones libérées qu'en lançant des opérations de commandos contre des camps ennemis, situés non loin des limites des zones libérées». Cette situation d'ensemble fait que les possibilités pour l'agresseur de concentrer des forces sur Nakfa ou d'autres points, sont loin d'être illimitées.

Depuis qu'en novembre 78, la ville de Keren et l'axe Asmara-Massawa ont été repris par les soviéto-éthiopiens, la province du Sahel, adossée au Soudan et sa capitale Nakfa sont donc devenues la cible des trois offensives suivantes, qui se sont succédées depuis janvier 1979. Mais, en ce début novembre, les troupes du lieutenant-colonel Mengistu piétinent toujours devant Nakfa où la résistance érythréenne a choisi tactiquement, jusqu'ici, de tenir, pour leur infliger le maximum de pertes.

Situation délicate pour ces forces qui, selon Sebahat Efreem, membre du bureau politique du FPLE, auraient perdu en un an, dans l'ensemble de l'Erythrée, - en tués, blessés, prisonniers, mais aussi en désertions, sans compter les suicides - pas moins d'un tiers de leur effectif opérationnel de 120 000 hommes.

DANS NOTRE PROCHAINE

EDITION :
- Jusqu'où ira l'URSS ?
- Des aspects méconnus de la guerre contre les zones libérées.

Nucléaire : opération sourire

INFORMER OU CHLOROFORMER ?

Maintenant que les réacteurs nucléaires de Gravelines et de Tricastin sont en cours de chargement, (malgré les fissures qui sont toujours là), le gouvernement prétend nous informer sur l'énergie électro-nucléaire. Le ministre de l'Industrie, André Giraud, a tracé mercredi au cours d'un conseil des ministres les grandes lignes de son plan d'information. Il a annoncé qu'une «*information très large est aujourd'hui disponible*» et qu'il fallait «*en améliorer le contenu et en assurer la diffusion*».

Information très large ? Va-t-on nous annoncer les endroits exacts où des fissures ont été constatées sur des pièces des réacteurs ? Ou bien nous rappeler que les appareils de contrôle de ces fissures ne seront industriellement au point qu'en 1981 ? Monsieur Giraud va-t-il nous exposer tous les dangers liés aux industries nucléaires, de l'extraction de l'uranium au retraitement des déchets hautement radioactifs, sans oublier tous les défauts survenus sur les circuits primaires et secondaires des centrales ? Les nucléocrates vont-ils descendre dans l'arène, et reconnaître que le nucléaire est encore mal maîtrisé, que le programme démesuré de centrales repose sur un pari lourd de conséquences ?

Que ceux qui avaient espéré cette véritable information reviennent sur terre : ce n'est pas de cela qu'il s'agit ! Il semble, pense le gouvernement, que beaucoup de monde

n'est pas très favorable au pari nucléaire. Alors, organisons une opération sourire !

Ainsi, chaque année, des journées «*portes-ouvertes*» seront organisées dans les centrales nucléaires. Le bon peuple est convié à visiter les départements non dangereux des installations, et nul doute que des cohortes de responsables EDF seront là pour présenter sous le jour le plus favorable les installations nucléaires.

ABONDANTE LITTÉRATURE

D'autres mesures sont prévues :

— dès le début de 1980, les plans d'intervention pour tous les incidents qui pourraient survenir sur les centrales en fonctionnement — les fameux plans ORSEC-RAD longtemps tenus secrets et embués de mystère — seront rendus publics ;

— un rapport sera publié semestriellement ou an-

nuellement sur le fonctionnement de toutes les centrales électriques ;

— d'autres brochures de propagande sur les nouvelles centrales nucléaires seront aimablement diffusées aux habitants des régions concernées ;

— le prochain bulletin officiel de sûreté nucléaire consacrera plusieurs pages aux phénomènes de fissuration à froid des métaux, et un «*ouvrage technique*» fera le point sur les connaissances actuelles en matière de sûreté nucléaire.

Voilà qui nous promet une abondante littérature sur le sujet du nucléaire. Mais examinons ces différents plans comportant des lacunes.

D'abord la publication des plans ORSEC-RAD. Pendant des années, leur contenu n'a jamais été dévoilé, à croire qu'il n'y a pas très longtemps qu'ils ont été rédigés ! Mais à la lecture des documents subtilisés par des militants écologistes de la région Rhône-Alpes, ces différents plans comportent

d'importantes lacunes. Hormis des mesures militaires d'évacuation de certaines zones, peu de mesures sérieuses sont prévues en cas d'accident nucléaire. D'autre part, dans notre encadré, nous publions des extraits d'une enquête du Gsien : la plupart des médecins ne sa-

raient quoi faire en cas d'accident nucléaire !

INFORMER OU MINIMISER ?

Quant à l'avalanche de brochures qui nous est promise, interrogeons-nous : tous les éléments permettant de se faire un point de vue seront-ils vraiment exposés ? On peut en douter quand on se rappelle le silence observé pendant 18 mois sur l'existence de fissures sur des pièces des réacteurs... De même pour les dossiers communiqués aux maires sur le fonctionnement des centrales : l'utilisation systématique de notions et de termes scientifiques qui ne sont pas courantes ne risque-t-elle pas, sous couvert d'informer, d'évacuer les vrais problèmes et de minimiser les dangers ?

Les révélations des fissures, l'opposition pendant plusieurs jours des travailleurs du nucléaire au chargement de Tricastin et de Gravelines, la publication d'un rapport américain sur l'accident de Three Mile Island... tout cela a certainement pesé dans la décision du ministre. Cela dit, informer sur le nucléaire ne consiste pas à «*rassembler*» les populations, à ouvrir les portes des centrales... mais avant tout à présenter l'énergie nucléaire sous tous ses aspects.

Michel BERTEL

Fessenheim : 70 % des médecins ne sauraient quels soins apporter aux irradiés

Dans le dernier numéro de *Lutte, Santé Sécurité*, la revue du CLISACT, un texte du GSIEN de Strasbourg examine les résultats d'une enquête faite dans la région alsacienne, visant à évaluer les moyens médicaux et hospitaliers prévus pour faire face à un accident nucléaire à Fessenheim.

«*Les médecins qui nous ont répondu estiment pour la plupart (80%) que leur formation sur les effets biologiques et les accidents des radiations ionisantes est incomplète voire pratiquement nulle*» note le GSIEN, qui ajoute : «*En cas de déclenchement du plan ORSEC-RAD, seulement 8,6% des médecins (sur les 235 réponses au questionnaire) penseraient à procéder au lavage des malades, et plus de 70% ne sauraient quels soins leur apporter. Presque unanimement, ils déclarent qu'ils ne disposent d'aucun matériel pour départager les personnes irradiées des contaminées et nombreux sont ceux qui demandent quelle est la différence. La moitié des médecins enverrait les malades au centre hospitalier le plus proche alors que les médecins hospitaliers déclarent que leurs services sont déjà surchargés en temps normal ; l'autre moitié ne sait pas où les envoyer, soit attendrait l'avis des autorités (seulement 2,6%).*»

Par ailleurs, ne disposant d'aucun moyen de protection personnelle, ni de moyens d'intervention médicale suffisants pour se mettre au service des malades, 67% avouent qu'ils se verraient contraints de fuir avec la population.

Pour les médecins hospitaliers qui ont répondu au questionnaire, «*ils ne disposent d'aucun abri, ni de matériel de détection ou de décontamination des personnes et des locaux, ni de personnel (sauf le personnel qui serait «encore» là) pour faire face à de telles circonstances. Ils ne savent pas où évacuer leurs malades si l'autorité déclarait leur secteur à évacuer.*»

Voilà qui est clair : en cas d'accident nucléaire, ce sont près de 70% des médecins qui ne sauraient quels soins apporter aux irradiés ! C'est dire que pour tous les autres responsables à différents niveaux des mesures à prendre lors d'un accident nucléaire, l'imagination serait de mise... On ne peut pourtant badiner avec de semblables circonstances...

CONTRE LE PROJET DE LA CENTRALE A GOLFECH

Boycott massif des «mairies annexes»

Depuis le 22 octobre, la petite commune de Golfech, dans le Tarn et Garonne est soumise à la présence continuelle d'escadrons de gardes mobiles. Quinze autres communes des environs connaissent le même sort. C'est là, tout simplement, l'application à l'envers de la promesse faite par Giscard en d'autres temps, selon laquelle les centrales nucléaires ne seraient pas imposées aux populations qui n'en voudraient pas ! Il faut dire que 1974, c'est loin...

Le 22 octobre commençait l'enquête d'utilité publique pour le projet de centrale de Golfech. Une centrale dont les travaux auraient dû normalement commencer en 1974, dans la foulée de la construction d'une usine hydroélectrique mise en route en 1973,

sur le même site. Mais l'opposition n'a fait que croître, les comités contre l'implantation de la centrale se sont multipliés et regroupés, la population s'est mobilisée. Massivement, depuis plusieurs années, elle refuse ce projet : le référendum organisé le

31 mai 1975, était clair, 81 % des électeurs des deux cantons concernés, Auvillar et Valence-d'Agen, s'étaient prononcés contre. En juin-juillet 1978 était lancée une «*enquête d'utilité publique*», pastiche de l'enquête en cours qui avait connu un franc succès. En juin 1979, Golfech était jumelée avec *Le Pellerin*, au cours d'un rassemblement de 4 000 personnes. Aujourd'hui, aboutissement de cette longue résistance, les maires de toutes les communes concernées ont, sous la poussée de la population, refusé d'accueillir dans leurs mairies les dossiers de l'enquête d'utilité publique. L'EDF a dû se résigner, comme au *Pellerin* jadis, à faire stationner sur les places des villages de ridicules camionnettes pompeusement qualifiées de «*mairies-annexes*», protégées par la police, et boycottées par la population. Déjà quelques dossiers contenus dans ces mairies sur roues ont été brûlés...

Ce que refusent les habitants de la région, c'est bien sûr les méthodes au-

toritaires d'EDF, les modifications de la région et les risques qui découlent de la centrale : 4 réacteurs de 1 300 MW, (initialement 483 MW), 4 tours de refroidissement de 180 m de haut et de 150 m de diamètre ; des lignes de haute tension (400 000 volts) portées par des pylônes de 40 à 70 m de haut. Tout cela vient s'ajouter aux travaux déjà effectués pour la centrale hydroélectrique... Cette fois, 300 ha de terres agricoles disparaîtraient. Il faut dire aussi que dans un rayon de 50 km autour de Golfech, se trouvent des villes importantes, 350 000 personnes en tout : Agen, Castelsarrasin, Auch, Ville-neuve-sur-Lot, Montauban, Cahors, Valence d'Agen. Et les plans ORSEC-RAD, dont il est fait tant de bruit aujourd'hui, sont à peu près vides...

A quelques jours du rassemblement national des 24 et 25 novembre à Strasbourg, la lutte de Golfech repose concrètement le problème des choix énergétiques de la bourgeoisie.

Monique CHERAN

**● 24 novembre 1979
Manifestation à Paris pour la liberté totale de l'avortement et de la contraception**

Communiqué :

20 organisations (1) appellent toutes les femmes et tous les hommes à une manifestation nationale massive et unitaire à Paris le 24 novembre à 14 H de la Bastille à l'Assemblée Nationale pour exiger :

- o L'abrogation de la loi de 1920 et la dépénalisation totale de l'avortement,
- o Le refus de toute loi restrictive ;
- o L'avortement-contraception libres, y compris pour les mineures et les étrangères, gratuit, remboursé par la Sécurité Sociale ;
- o La création de centres contraception-avortement-sexualité correspondant aux besoins avec droit de contrôle des femmes ;
- o Contre toute utilisation abusive de la clause de conscience qui renforce la hiérarchie médicale et nie le droit des femmes de décider ;
- o Possibilité effective d'avorter dans tous les hôpitaux publics.

(1) Coordination nationale des collectifs avortement-contraception, coordination du 7 octobre des groupes femmes ; MLAC, Mouvement d'action syndicale, le Mouvement de la Jeunesse socialiste, les JCR, le PS, les CCA, le PSU, la LCR, l'OCT, le PCML, le PCR, l'UTCL, les courants 3,4 de l'OCT, la MNEF, Choisir, Ecole Emancipée, le SMG, la FA.

Contact : Collectif de préparation sous couvert du MJS
41 boulevard Magenta 75010 Paris
Tel : 20144 43
201 44 38

Abonnez-vous au Quotidien du Peuple

4 mois	100 F	<input type="checkbox"/>
1 an	350 F	<input type="checkbox"/>
Soutien	600 F	<input type="checkbox"/>
.....	F	<input type="checkbox"/>

Nom (en capitale).....
Prénom.....
Ville.....
Date.....

A renvoyer : BP 225 - 75 924 Paris cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte n° 668 J.

SAHARA : UN TOURNANT DANS LA GUERRE

Les revers subis par l'armée d'occupation marocaine comportent les germes non seulement d'un échec complet du roi au Sahara, mais aussi de profondes discussions au sein même de l'armée. Dans le même temps, la signature de l'accord de paix entre le Polisario et le gouvernement mauritanien a marqué un tournant spécial : l'isolement du roi du Maroc, à propos du Sahara, sur la scène internationale, apparaît irréversible pour autant qu'il se dresse contre la dynamique de paix. Et c'est ce qu'il fait en annexant le Sud du Sahara ! C'est ce qu'il fait en rejetant toute négociation à propos du Sahara. La décision des puissances qui ont soutenu le Maroc dans son agression est d'une importance essentielle dans l'évolution du conflit.

Le 22 octobre dernier, le président américain décidait de répondre favorablement aux commandes d'armement passées par le Maroc. Il s'agit d'une commande de 45 millions de dollars qui devrait être suivie rapidement de livraisons pour un montant total de 200 millions de dollars. C'est une modification sensible de la politique américaine, qui tire prétexte du fait que le Front Polisario a infligé des pertes importantes à l'armée marocaine dans ses bases arrière, en territoire marocain.

LA REVISION DE LA POLITIQUE US

Au début du conflit, sous Kissinger, les Etats-Unis avaient fermement encouragé le Maroc pour qu'il s'empare du Sahara. Mais devant la tournure qu'avaient prise les événements, la

ter, a été formulée dans un récent rapport du Département d'Etat réalisé sur la base des travaux de quatre agences gouvernementales : «*La menace d'ensemble pour la monarchie est sérieuse, et les conséquences politiques causées par l'impossibilité de gagner la guerre au Sahara sont le catalyseur le plus probable d'une remise en cause du roi...*». Selon ce rapport, une solution de la question du Sahara «*favoriserait largement les chances de Hassan de rester au pouvoir*». Mais sa chute pourrait signifier que le Maroc se débarrasserait rapidement de «*son inconfortable identification avec l'Ouest*». Indépendamment de la validité des estimations du rapport, on devine quelles sont les préoccupations qui poussent l'administration américaine : éviter autant que possible l'effondrement de la monarchie maro-



Le F 16 américain, rédemment promis à Hassan II : quelle voie les USA prendront-ils pour «sauver» la monarchie marocaine ?

politique américaine avait pris quelques distances : une mission du congrès se rendait au Sahara en 1977, les représentants du Front étaient entendus par le congrès, un mouvement paraissait prendre corps pour que les Etats-Unis poussent à la négociation.

Tout a été modifié à partir de janvier 1979, lorsque les opérations militaires du Front ont pris une telle importance que l'armée marocaine est vraiment apparue comme incapable de l'emporter, c'est alors que l'on parla de plus en plus ouvertement de fournir des armes et de lever les restrictions existant sur leur utilisation. La réunion le 16 octobre du «*comité chargé de l'étude de la politique américaine*», qui a préparé la décision de Carter, a en fait entériné une nouvelle approche américaine concernant le conflit.

UN RAPPORT SECRET : LE ROI EN A POUR UN AN SI...

Les raisons en sont multiples : et la plus importante d'entre elles, à savoir que la chute du roi du fait de l'échec au Sahara, n'est plus une hypothèse à écar-

caine à l'image du régime ou Shah. Selon le rapport du département d'Etat, le danger existe «*probablement dans l'espace d'un an*».

LE SPECTRE DE L'EFFONDREMENT

La signification d'un tel événement pour les Etats-Unis, serait multiple : tout d'abord, le principal régime arabe qui n'ait pas rejoint le front anti-Sadate disparaîtrait ensuite, les Etats-Unis pourraient voir tout contrôle leur échapper, tout point d'appui leur être enlevé sur les côtes marocaines, ce qui dans le cadre de la dispute pour l'hégémonie en Méditerranée placerait la flotte américaine en position délicate face aux Soviétiques, en la privant d'une bonne partie de son contrôle sur Gibraltar. La politique américaine pourrait dès lors se formuler ainsi : sauver le roi pour sauvegarder les intérêts américains, et la solution — affirme-t-on à Washington — et de lui offrir les moyens, non pas de gagner, mais d'être suffisamment fort pour négocier la création d'une région autonome sous contrôle marocain.

La mise en œuvre de cette politique ne manque pas de sus-

ETATS-UNIS - URSS - FRANCE VERS UNE INTERNATIONALISATION DU CONFLIT ?

Par Grégoire CARRAT

citer des oppositions au sein même de l'administration US, tant il apparaît que c'est encourager le roi à poursuivre la guerre, quand un consensus international apparaît pour une paix fondée sur l'autodétermination du peuple sahraoui, et que dès lors, la politique de la Maison Blanche pourrait bien signifier la condamnation des intérêts américains.

JUSQU'OU ?

Jusqu'ou iront les Américains ? C'est la question la plus grave car sa réponse est la plus lourde de menace à l'heure actuelle. Non seulement d'une aggravation de la guerre, mais d'un élargissement de celle-ci. Aujourd'hui on assiste à une aide américaine, en partie relayée par l'Egypte, financée par l'Arabie Saoudite, qui reste dans des proportions insuffisantes pour renverser le cours des événements, mais est déjà suffisamment importante pour causer des dissensions avec l'Algérie, avec laquelle les Etats-Unis étaient parvenus à mettre sur pied des rapports normaux au cours des dernières années. C'est là une limite.

Si le calcul américain venait à réussir et que, grâce à l'aide américaine, le roi parvenait à redresser quelque peu sa situation sur le terrain, cela serait un succès américain qui ne laisserait pas l'URSS indifférente, tant il est vrai, que toute initiative d'une des superpuissances attire l'intervention de l'autre. L'internationalisation du conflit que cela entraînerait est la plus grande des menaces actuelles.

LES ATOUTS SOVIETIQUES : LA «NEUTRALITE DIVERSIFIEE»

La situation de l'URSS dans le conflit se situe à trois niveaux : depuis le début, elle soutient la lutte du Polisario contre l'invasion, mais en se gardant de toute initiative et de reconnaître la RASD ; ensuite, elle entretient des relations importantes avec la Libye et l'Algérie, les deux principaux soutiens arabes à la cause sahraouie. On a pu voir à l'occasion du 25^e anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne qu'au cours des dernières années de tension avec le Maroc, l'armée algérienne avait été rééquipée avec les armements soviétiques les plus modernes, notamment les chars T72 et les avions MIG 25. Même s'il est connu qu'auparavant, les Soviétiques n'ont pu tirer avantage de leurs fournitures d'armes à l'Algérie, il reste que l'ampleur des fournitures récentes dénote une certaine entente entre les deux pays.

Enfin, l'URSS a des relations extrêmement étendues avec le Maroc. Si elle a suspendu ses livraisons d'armes en 1976, elle a compensé cette politique en devenant le premier partenaire commercial du Maroc à l'occasion des accords sur les

phosphates signés en 1978. Elle a assuré que les accords de pêche signés avec le Maroc, en 1978 également, ne portaient pas sur les eaux sahraouies. Peut-être, mais alors il peut sembler étrange la flotte soviétique, le

remise en cause profonde de la politique suivie dans la région.

Il y eut bien modification, mais dans un sens inverse de celle que laissait attendre les nouvelles appréciations. Tout au long de la



Chars T 72 défilant à Alger le 1^{er} novembre dernier : la livraison d'armements modernes à l'Algérie est un des moyens par lesquels l'URSS cherche à assurer sa présence dans la région.

plus gros pêcheur au large du Sahara, continue ses activités sans être arraisonné par la flotte marocaine, qui considère cette zone comme sienne.

La politique de neutralité cherchant à tirer parti de tout le monde, laisse donc à l'URSS la possibilité d'intervenir de plusieurs manières à la fois, non seulement en encourageant un conflit qu'elle n'a pas cherché à trop attiser jusqu'à présent, mais également à l'intérieur même du Maroc en encourageant certaines forces qui pourraient apparaître. Dans toutes les hypothèses, l'intervention plus franche de l'Union Soviétique à l'occasion d'une forte pression américaine constituerait un grand danger pour toute la région, danger d'autant plus réel que les motifs de l'URSS de s'y accrocher sont aussi puissants que les raisons américaines.

GISCARD : LA BOUCHE DIT LE CONTRAIRE DE CE QUE FONT LES MAINS

Dans ce contexte, cependant, la politique française joue toujours un rôle de première importance, puisque dès l'origine du conflit c'est grâce à son appui politique total et à son soutien militaire étendu que les agresseurs ont pu envahir le Sahara. Giscard a eu une façon bien particulière d'enregistrer les revers subis par sa politique initiale : au lieu de s'élever contre les «*micro-états*», comme il le faisait en 1975, il affirme en février 1979 qu'il s'agit d'un problème de décolonisation. Stirn ajoute même : «*c'est la politique de la France que de reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui*». La distance entre de tels propos et les positions initiales du gouvernement est telle que l'on s'étonne que cela n'ait pas donné lieu à une

négociation entre la Mauritanie et le Sahara, le gouvernement français ne protestait pas. Bien au contraire. A partir d'avril 1979, des vols de surveillance sont effectués par les avions français au-dessus du Sahara, les livraisons d'armes sont accélérées, le nombre de conseillers militaires est renforcé. La dernière en date des initiatives est l'utilisation des Mirage F1 lors de la récente bataille de Smara, ce qui n'a été possible qu'avec l'accord de la France sinon sa participation directe. Bien loin de vouloir réduire la tension, tout au contraire, dans les actes du gouvernement indique qu'il est prêt à soutenir les ambitions de Hassan jusqu'au bout. En installant récemment une unité militaire à Nouadibhou, il montrait qu'il envisageait même une présence plus active sur le terrain. Les liens particuliers que la France a noués avec Hassan dans sa politique africaine, la volonté de Giscard de maintenir le contrôle étroit sur la région, peuvent fonder cet acharnement.

Les conséquences en sont de la plus extrême gravité, d'abord parce que cela retarde d'autant tout espoir de paix et ensuite parce que, convergeant avec celle des Etats-Unis, la politique française peut servir de ferment à une grave crise, dont pâtiraient tous les peuples de la région.

Au lendemain des succès militaires du Front Polisario, Washington et Paris lui opposent une aggravation de la guerre. Avec l'évolution de la situation internationale, l'affaire du Sahara occidental a pris un relief important, qui rend plus précis le risque d'une internationalisation. La seule issue pour l'empêcher est la reconnaissance de tous les droits du peuple sahraoui et le soutien le plus large à sa cause.

L'Assemblée nationale a examiné mercredi les crédits du ministère des Affaires Etrangères. A cette occasion, le ministre Jean-François Poncet a prononcé un discours de politique étrangère consacré à trois chapitres : la sécurité et le désarmement, les droits de l'homme, l'Afrique.

Concernant la politique africaine de la France, il a indiqué notamment en ce qui concerne les données sur lesquelles celle-ci s'appuyait : « Nos besoins croissants d'énergie et de matières premières à une époque où l'accès aux ressources est marqué par une insécurité croissante et, d'autre part, la demande pressante des pays africains en technologie, en investissements, en formation et en produits élaborés constituent deux volets parfaitement complémentaires d'une même exigence : accroître nos échanges et multiplier nos activités en direction de l'Afrique ».

Une autre donnée qui, selon le ministre, fonde cette politique, c'est que « l'Afrique voit se développer en son sein une compétition internationale qui a moins pour objet son propre développement que l'affrontement direct ou indirect de puissances ex-

terieuses ». On reconnaît là la « logique » de nos gouvernants pour justifier une fois de plus les interventions de l'impérialisme français en Afrique. Constatant à juste titre que l'Afrique est confrontée à un certain nombre de menaces et d'interventions extérieures qui ne se limitent pas, loin s'en faut, à celle de la France, il en prend prétexte pour faire admettre celle-ci. C'est ce type d'explications qui était à l'œuvre par exemple lors de l'intervention au Zaïre où, face aux menées subversives bien réelles de la superpuissance soviétique, l'action des paras français fut présentée en quelque sorte comme une action de bienfaisance.

Jean François-Poncet qui a eu ce mot, pas forcément historique : « La France n'a pas d'ambition africaine. Elle a, avec les Africains, une ambition pour l'Afrique », a poursuivi : « les dirigeants africains (...) se sont adressés au pays (la France) sur l'amitié et l'impartialité duquel ils savaient pouvoir compter (...) En Mauritanie, notre intervention militaire a permis à ce pays de maintenir son intégrité et de se retirer du conflit saharain » (!)

Puis, le ministre a récidivé sur le Centrafrique, où le gouvernement français n'aurait fait que son devoir en obéissant à des règles

POUR JEAN FRANCOIS-PONCET DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE LES INTERVENTIONS FRANCAISES EN AFRIQUE SONT REMPLIES DE BONNES INTENTIONS

précises telles que : « N'agir qu'à la demande des autorités elles-mêmes, et ainsi respecter l'indépendance et la souveraineté des Etats ». Parmi les règles énumérées, il y a aussi : « limiter l'intervention, dans son importance comme dans sa durée, au strict minimum », ce qui, tout en reconnaissant la politique d'intervention de l'impérialisme français, reflète aussi la préoccupation de celui-ci — limité par sa situation de puissance secondaire — de ne pas s'enliser dans les conflits.

« S'abstenir d'agir, c'est livrer les Africains à l'aventure », s'est encore écrié Poncet, retrouvant là les accents « protecteurs » d'une époque qu'on souhaiterait tout à fait révoquée. Cette volonté affirmée de « protection », menaçante pour les peuples africains coïncide avec la réorganisation en cours des forces françaises destinées à intervenir outre-mer. Citons notamment la création, qui vient d'être décidée, de



Le gouvernement est en train de réorganiser les forces d'intervention outre-mer notamment, avec la création des « détachements d'assistance opérationnelle »

« détachements d'assistance opérationnelle » (D.A.O.) composés de spécialistes de métier à qui seront confiés des missions d'encadrement et de renfort pour des unités militaires françaises en action en Afrique. Ces détachements, comme les unités qu'elles seront chargées

d'« assister », dépendront directement de la Présidence de la République afin d'éviter tout débat et tout vote préalable du Parlement.

Les peuples africains, dans leur lutte pour s'opposer à toute ingérence extérieure à leur continent, auront du mal à

reconnaître un quelconque respect de leurs aspirations dans la politique défendue par Jean François-Poncet, qui affirme curieusement : « la politique africaine de la France n'est contestée par personne au Sud du Sahara ».

J. P. G.

Nous avons rencontré un membre de l'organisation « Médecins sans frontières » (MSF) qui revient d'une mission de travail dans les camps de réfugiés cambodgiens à la frontière thaïlandaise.

MSF est un organisme humanitaire qui apporte son aide aux victimes de catastrophes naturelles ou de guerre. Le point 4 de la Charte de MSF indique, concernant ses membres : « Ils respectent le secret professionnel et s'abstiennent de porter un jugement ou d'exprimer publiquement une opinion — favorable ou hostile — à l'égard des événements, des forces et des dirigeants qui ont accepté leur concours ». Cette prise de position volontairement neutre ne rend-elle pas plus difficile la contestation de leur témoignage ? Par exemple, lorsqu'ils font état d'une famine grave, y compris dans les zones sous contrôle vietnamien ; de l'impossibilité qui leur est faite de circuler librement dans ces zones pour y apporter une aide ; d'obstacles matériels à la distribution des aides, qui peuvent être « soutenues par des considérations politiques » ; du fait qu'ils sont considérés comme « persona non grata » par Hanoi ; ou de l'utilisation par certains de l'aide humanitaire pour faire reconnaître le régime pro-vietnamien de Phnom Penh.

Signalons que « Médecins sans frontières » a envoyé des missions dans des pays aussi divers que le Bangladesh, le Vietnam, le Sahara Occidental, le Liban, le Tchad, le Nicaragua, l'Erythrée.

Dans la suite de cette interview, que nous publierons dans notre prochaine édition, « Médecins sans frontières » évoque notamment l'« aide » uniquement destinée à faire reconnaître le régime mis en place à Phnom Penh par l'occupant vietnamien.

Vous revenez de la frontière khméro-thaïlandaise. Quelle a été votre activité là-bas ?

MSF : Ce qu'on fait là-bas, c'est l'accueil et la couverture médicale des réfugiés. On travaille là-bas depuis 3 ans, avec les réfugiés des différents camps, aussi bien ceux qui viennent du Laos, du Vietnam que du Cambodge.

Mais là, ce dont on a beaucoup parlé dans la presse, c'est l'afflux des nouveaux réfugiés du Cambodge, pour lesquels on a fait un effort parti-

culier puisqu'on a envoyé un grand nombre de personnes. Actuellement, on en a 25 sur la frontière cambodgienne, qui organisent l'acheminement de médicaments, de nourritures hyperprotéinées pour les enfants malnutris, de matériel médicochirurgical, de petits hôpitaux et des équipes médicales pour faire fonctionner tout ça. Voilà l'ensemble de notre action à la frontière.

On travaille actuellement dans 3 camps de nouveaux réfugiés, qui sont Sakeo, Mairout et Kampout, qui ont respectivement 25 000, 7 000 et 6 000 réfugiés.

De retour de la frontière khméro-thaïlandaise

TEMOIGNAGE DE «MEDECIN SANS FRONTIERES» SUR LA SITUATION AU CAMBODGE

Une autre partie des réfugiés est concentrée au nord d'Aranyaprathet où ils sont 170 000, mais où, pour l'instant, on n'a pas l'autorisation de travailler. On va probablement y aller bientôt. Soit on va aller sur place, soit eux vont être transférés dans des régions où on travaillait déjà et donc on s'en occupera de cette manière-là. On ne sait pas encore comment va évoluer la situation : tout cela dépend des autorités militaires thaï. Ça va dépendre aussi des négociations avec le Haut Commissariat aux Réfugiés, de la situation militaire et politique à la frontière. On ne sait pas quelle va être la situation d'ici quinze jours.

D'où viennent les réfugiés cambodgiens que vous avez soignés ?

MSF : Ce sont des réfugiés de trois origines différentes : des réfugiés (et c'est une grande partie de ceux dont on s'occupe) qui viennent des zones contrôlées par les Khmers rouges, des Cardamomes. Comme les autres, ils souffrent de malnutrition, de paludisme et d'avitaminose, qui sont les grands chapitres spécifiques de la pathologie de ces réfugiés. Il y a aussi des réfugiés

qui viennent des zones de Khmers Sereï, Khmers résistants, Khmers nationalistes (il y a des Sihanoukistes, il y a des partisans de Son San, il y a des groupes autonomes plus ou moins contrôlés, plus ou moins marqués politiquement). Disons des Khmers qui ne sont ni khmers rouges ni pro-vietnamiens. Je parle des dirigeants, je ne mets pas d'étiquette politique sur les gens qui arrivent. Ils arrivent de zones contrôlées, c'est tout ce qu'on peut dire.

Et puis le troisième groupe de réfugiés, ce sont ceux qui arrivent de la région de l'intérieur, des zones contrôlées par les Vietnamiens. Ils ont été plus ou moins poussés, par les difficultés matérielles, la famine, les problèmes qu'on connaît, à se réfugier du côté de la Thaïlande parce qu'ils savent que là, il y a des gens qui s'occupent d'eux. (...)

DU COTE
DE PHNOM-PENH...

Un membre du MSF a fait partie d'une délégation qui est allée à Phnom Penh, au mois d'août. Quel travail avez-vous pu faire de ce côté ?

MSF : C'est un autre chapitre. On a effectivement un médecin qui y est allé au mois d'août pendant 5 jours, dans le cadre d'un cartel d'organisations qui avait été créé à l'initiative du comité français d'aide médicale et sanitaire à la population cambodgienne*, cartel dont Médecins sans frontières faisait partie, le comité étant une des organisations de ce cartel. Il est parti avec toute une délégation qui accompagnait un avion de vivres et de médicaments. Il s'est promené un petit peu, à Phnom-Penh et autour de Phnom-Penh, là où la situation est probablement la moins dramatique et puis il est rentré. Il n'a pas vu grand-chose, parce qu'il n'a pas pu voir grand-chose, il n'a pas pu circuler librement à l'intérieur du pays (dans les zones sous contrôle vietnamien - NDLR). La situation actuelle, c'est que, depuis cet épisode-là, à part s'associer à un ou deux avions qui envoient quelques médicaments ou quelques vivres, ce qui est une goutte d'eau par rapport à ce dont le Cambodge a besoin et aussi par rapport à ce qui peut arriver par bateau, on n'a rien fait de plus.

Pourquoi ?

MSF : On n'a rien fait de plus, pour une raison qui est très simple, c'est qu'on n'a pas l'aval du Parti communiste français. C'est aussi bête que ça. Donc, on n'a pas l'aval des Vietnamiens. On n'a pas de visa. Or, nous, notre spécificité, c'est d'envoyer du monde. On n'est pas une organisation qui envoie des vivres, des médicaments, sans envoyer d'équipes. C'est ce qui fait notre originalité et notre efficacité : on travaille avec des moyens humains importants.

Or, on n'a pas eu de visa. Et on n'a pas eu de visa parce qu'on n'est pas accepté par les Vietnamiens, pour des raisons politiques qui sont évidentes.

(A suivre)

Propos recueillis
par Claude LIRIA

*Note de la rédaction : 13 organisations françaises et étrangères avaient participé à ce voyage dont le «secours populaire français» et le «comité français d'aide médicale et sanitaire à la population cambodgienne» proches du PCF. «Médecins sans frontières» a, par la suite, pris ses distances vis-à-vis de ce cartel.

Le quotidien
du peuple

littérature prolétarienne (2)

Par Jean-Paul GASCHIGNARD

CONSTANT MALVA,
MINEUR

Pour les membres du Groupe des Écrivains Prolétariens (*), Constant Malva est un petit peu un exemple. C'est, si l'on veut, le plus prolétaire. Mineur, né en 1903 à Quaregnon, en Belgique, dans une famille de mineurs, il reste à la mine alors qu'il a publié plusieurs livres, participe à de nombreuses discussions, et ne veut écrire que pour refléter la réalité, pour porter témoignage.

Il ne manque pourtant pas de contradictions. Entré en 1923 au Parti communiste Belge, pratiquement à son fondation, il le quitte en 1928, au moment où les trotskystes sont exclus. Il penche vers la résignation, tout en se réclamant encore de la révolution. En fait, il hésite sans cesse entre les deux, confusément. Écrire semble pour lui un moyen d'échapper à cette hésitation.

Ce qui frappe, chez Malva, c'est sa très grande simplicité, sa fidélité aux faits, à ce qui s'est passé réellement. Cette attitude dépasse le caractère de document de ses livres, en quelques sorte les épure. En divulguant cette vérité nue, il a, comme il le dit lui-même, «la certitude de rendre service à (ses) frères de travail et même à toute l'humanité».

(*) Cf QdP du 31 mars 1979. Groupe d'écrivains voulant restituer les points de vue de la classe ouvrière, dans les années 30.

«La lutte
quotidienne
pour la vie»

En 1932 paraît l'*Histoire de ma mère et de mon oncle Fernand*. C'est le premier livre de Malva. Il a mis des mois à le rédiger. «L'auteur improvisé n'en dormait plus», dit la préface : «Chaque détail douloureux le mettait dans un état indescriptible de surexcitation et il fondait en larmes sur ses pages».

Ce qui est raconté n'est pas drôle. L'histoire de la mère et de l'oncle de Malva, c'est toute une tranche de vie de la classe ouvrière belge de 1880 à 1917. A cause du sujet lui-même, la vie collective du coron n'est qu'évoquée ou rapidement résumée. Il reste la vie des enfants, la condition faite aux femmes, les querelles familiales, les petits travaux... La mine n'est pas loin ; elle n'est pas toujours la cause unique de la misère, notamment pour ce qui est de la vie des femmes, mais elle l'entretient et l'aggrave. Le livre se termine, pour l'essentiel, avec la fin de la guerre de 1914, les bouleversements de l'exode. Et pourtant, on n'en garde pas une impression de découragement.

L'*Histoire de ma mère* fait partie des témoignages qui pourraient être des romans sans qu'il y soit changé une virgule. C'est qu'il s'y trouve quelque chose de plus profond que le simple enregistrement des circonstances. Il ne décrit pas la psychologie de ses personnages, mais rend compte de façon très «objective» des conversations, de ce qui leur arrive, de leurs réactions concrètes. En fait, on saisit parfaitement leur vie et leurs déchirements.

Il ne cache pas le rire, la joie, malgré cela ses personnages semblent marcher d'échec en échec, de tragédie en tragédie ; mais à chaque fois, dans cette sorte de course-poursuite du malheur, ils résistent de toutes leurs forces, et c'est cela qui importe en fin de compte.



Constant Malva

Ma nuit au jour le jour est plus compliqué que *L'Histoire de ma mère*... Malva a pendant un an tenu systématiquement son journal : la mine et au-dehors, mais surtout la mine. On comprend mieux comment il a pu écrire *L'Histoire de ma mère*, quelle est son attitude. C'est un ex-militant. «Moi, j'ai changé moralement, mêlé à toutes sortes d'événements qui ont influencé mon caractère. Non, je ne suis plus du tout l'homme que j'étais hier».

Il garde sa conscience de classe. «D'après la logique (la convention), ils sont dans leur droit. Mais d'après la nôtre, de logique, c'est moins juste. Nos salaires, avec ou sans augmentations extra-conventionnelles, ne sont toujours que des salaires de misère. Tandis que les patrons, quand ils disent que ça va mal, ça va encore très bien. (...) Notre logique à nous, c'est d'exiger toujours et de ne rendre jamais, car nous n'avons rien à rendre et tout à prendre». Mais plus loin : «il y a quelque chose de rompu en moi : je n'ai plus la foi. Pourtant, j'ai presque la certitude que ces camarades sont dans le vrai. Alors, c'est de la pusillanimité, de la lâcheté de ma part ? Peut-être».

C'est aussi en tant qu'ex-militant, ouvrier conscient, qu'il se désolidarise de ses camarades,

LE BORINAGE, CHARBONNAGES DE... 1937

«Jusqu'à quand aurai-je à subir le contact de mes compagnons de travail».

Impliqué dans une concurrence entre équipes d'ouvriers, poussé au rendement par un porion, il réagit ainsi : «Seulement, en me défendant contre les forts, je tuais du même coup mes camarades les plus faibles. (...) C'est pourquoi je m'accuse. Que mes hommes soient des cochons d'ouvriers, ils sont ainsi faits, c'est un peu dans leur nature. Je n'ai pas le droit de faire comme eux, ma conscience d'ouvrier émancipé ne me le permet pas». On dirait que Malva croyait avant que le succès dans la lutte viendrait tout seul, dans la foulée, au bout d'une route droite, ou qu'il suffisait de

parler aux ouvriers pour qu'ils cessent de se faire concurrence.

Le cas de Constant Malva est celui de presque tous les écrivains ouvriers, écrivains dits prolétariens des années 30, écrivains militants ouvriers. Le meilleur livre sur la vie minière par un mineur, le plus clair, le plus sobre, le plus précis, le plus humain (rendant compte des contradictions des invidus), c'est Malva, *L'Histoire de ma mère*. Et pourtant l'auteur garde une impression d'échec, ne veut plus croire à la cause de la classe ouvrière, fait partie de ceux qui la quittent à reculons, y ayant vu des erreurs oubliées ce qui a été fait. Beaucoup ont cette impression d'échec. C'est elle qui les a fait écrire. Par choc en retour,

elle les forces à s'intéresser à toute la vie quotidienne, à se donner les moyens de rendre compte aussi des détails, des formes concrètes.

Des aspects techniques, des conditions de travail, il y a peu à dire. Malva relate bon nombre de conversations entre mineurs, entre mineurs et porions, etc. Les journées se répètent et on perd un peu la notion du temps. Outre son caractère de document, *Ma nuit au jour le jour* est lui aussi un beau livre, à cause du ton de sincérité, de la volonté de réalisme qui y règne.

Constant Malva
MA NUIT AU JOUR LE JOUR
Maspéro
Actes et Mémoires du peuple

Expulsion...

Leur maison, très vieille, menaçait ruine : la rangée dont elle faisait partie était vendue pour la démolition, et l'on avait averti ma grand-mère afin qu'elle cherchât une autre demeure.

Ses efforts pour obtenir le moindre refuge furent vains ; partout où elle se présentait, elle se butait à un refus formel. «Nous n'avons aucune garantie pour vous céder une maison, lui disait-on, pourquoi ne vivez-vous pas avec votre mari ?»

Qu'aurait-elle répondu ? Une à une, les maisons s'abattirent et le tour de la sienne arriva. Sans pitié pour sa grande détresse, on lui mit le peu de mobilier qu'elle possédait sur le pavé. Une vieille femme lui permit de le rentrer dans sa remise en attendant qu'elle trouva autre chose. La première nuit, ils logèrent à la belle étoile. C'était l'été, l'air était doux. Bien enveloppés dans des couvertures, ils se couchèrent sur le gazon, au bout d'un jardin.

Ma grand-mère ne parvint pas à trouver le sommeil. Les yeux fixés sur le ciel resplendissant d'étoiles, elle songeait à sa triste situation, tout en écoutant, dans le calme de la nuit qui les

rendait plus distincts, les bruits coutumiers des charbonnages : les décharges de vapeur, la cage arrivant à la surface en faisant claquer les taquets puis se reposant lourdement, le cri du taqueur commandant la manœuvre du mécanicien, les coups de sonnettes commandant celle du fond ; plus près d'elle, sur le terril, les chariots se vidant dans le culbuteur avec fracas, les avalanches de grosses pierres dévalant en bonds désordonnés et venant rouler jusque sur le chemin, le ruissellement des terres fines ; les interpellations, les jurons et les champs des «terroneux».

De temps en temps, des groupes d'ouvriers passaient allant ou revenant de la mine ; ils s'entretenaient de leurs travaux tout en martelant le sol de leurs pieds chaussés de grossiers sabots. En été, les nuits sont courtes. Ma grand-mère vit le ciel qui pâlisait à l'orient ; c'était l'aube d'un nouveau jour. Qu'allait-il lui réserver ?

Les étoiles s'éteignirent une à une, le coq sonna le réveil, une alouette s'éleva dans les airs en chantant ; la vie reprenait son cours : il fallait de nouveau se préparer à la lutte quotidienne pour l'existence.



DES ELECTIONS DANS LES USINES CHINOISES

Rencontre avec des syndicalistes de Beijing

Gun Chanbao est chef-adjoint du département de l'organisation au syndicat général qui recouvre le territoire de la municipalité de Beijing. Zhou Ganyuan est vice-président du syndicat de l'usine mécanique de Yong ding, située dans la capitale.

2 - LA REMISE EN PLACE DU CONGRES DES TRAVAILLEURS

Correspondance

► *Vous nous avez longuement parlé du congrès des travailleurs (1) ; pouvez-vous nous expliquer sa nature et son rôle ?*

Gun Changbao : Depuis 1957, on avait mis en place dans les entreprises un double système pour la gestion : d'une part, le congrès des travailleurs, d'autre part, la responsabilité assumée par les directeurs administratifs sous la direction du parti. Beaucoup de grandes usines ont appliqué cette politique. Pendant la Révolution Culturelle, ce fonctionnement a connu une interruption.

Actuellement, 40% des usines grandes et moyennes ont rétabli leur congrès à Beijing. Ce système est fondamental. C'est un organisme par lequel les ouvriers peuvent surveiller les cadres des différents échelons, appliquer la démocratie dans la production, impulser les innovations techniques, organiser et améliorer la vie courante... Tous les problèmes importants de l'entreprise doivent y être discutés. Exemple : l'emploi des fonds, la planification, le bien-être, les différentes nominations du personnel, la sécurité du travail, les règlements de l'entreprise, les contrats avec les autres entreprises, et aujourd'hui, les élections des chefs d'atelier.

Zhou Ganyuan : C'est à partir de 1975 que le congrès des travailleurs a été rétabli dans notre usine. Chaque année, on le convoque trois ou quatre fois. Il n'y a pas eu d'interruption depuis.

► *Comment sont élus les représentants des travailleurs ?*

Zhou Ganyuan : Ils sont élus dans la proportion de un sur dix. On fait en sorte qu'ils soient représentatifs des différentes équipes et groupes. Les candidats sont proposés par les équipes de production ; les élections ont lieu dans les ateliers ; le pourcentage des représentants issus des ouvriers représente plus des trois-quarts et ceux issus des cadres ne dépassent pas 10%. Les critères du choix des candidats sont ceux qui sont retenus également pour les autres types d'élections : comportement politique, style de travail, expérience professionnelle, confiance dans les masses.

► *Quel est le rôle des délégués au congrès ?*

Zhou Ganyuan : Une fois élu, le représentant assiste aux réunions du congrès.

Le premier rôle du représentant consiste d'abord dans le travail de préparation. De multiples projets et motions sont proposés au congrès, venant de différentes voies : administration, parti, syndicat, et bien sûr, les représentants eux-mêmes et les masses. C'est le comité du parti qui fixe l'ordre du jour du congrès, en fonction de l'urgence des problèmes et de leur importance.

Ensuite, il y a le congrès lui-même. Je vais prendre un exemple ; dans les derniers six mois de 1976, l'Etat avait permis à notre usine un déficit de 700 000 yuans. Lorsque ce problème a été soumis à la discussion du congrès, les délégués ont exprimé leur mécontentement : une usine de notre importance ne devrait pas coûter de l'argent à l'Etat, mais devrait, au contraire, rapporter des profits. Aussitôt dit, le congrès a analysé comment supprimer ce déficit ; il a décidé que chacun devait économiser 100 yuans pour l'entreprise. 17 moyens d'améliorer la production et la gestion ont été proposés pour résorber ce déficit. Comme ces mesures avaient été prises par les masses elles-mêmes, elles ont été appliquées de manière satisfaisante. Au lieu du déficit, on a obtenu un million de yuans d'excédent. Au début de 1977, nous avons été classés entreprise de type Taking. Quand les masses sont mobilisées, leur force dans la production est grande.

A la fin de 1978, on a réuni un congrès des travailleurs, pour discuter de la répartition des fonds de l'entreprise. Notre usine ayant atteint les normes économiques et techniques fixées par l'Etat, a été récompensée : l'Etat nous a alloué 15% des bénéfices, comme primes pour l'ensemble des ouvriers. Après analyse de ces chiffres, ceux-ci ont manifesté leur contentement : ils enrichissent le pays et eux-mêmes. Les délégués ont également débattu de la signature de contrats avec d'autres entreprises pour la fabrication de produits secondaires (les normes de l'Etat n'étant pas trop élevées).

Au congrès du premier semestre de cette année (1979), ils ont examiné un plan pour pratiquer l'économie. Les délégués ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités : ils ont passé en revue les plans atelier par atelier ; ils ont critiqué ceux qui n'avaient pas élaboré de plan. Aussi, dès les premiers six mois de cette année, l'usine va pouvoir réaliser 60 % du plan d'économies prévu. Les représentants avaient également à débat-



tre de l'amélioration de la vie des masses. Plus de mille propositions formulées par les ouvriers avaient été regroupées en dix grands problèmes pour la discussion : construction de 10 000 m² d'habitations nouvelles ; extension de l'hôpital et de la crèche ; aménagement d'un terrain de sport, d'un jardin ; extension du club ; création d'un restaurant, d'un centre culturel, d'un entrepôt pour les bicyclettes ; renforcement de la direction des cantines, création de quatre chaînes de fabrication culinaire...

Enfin, le congrès a constitué quelques commissions dépendantes de lui ; par exemple

commission d'examen des différentes motions proposées au congrès ; commission qui examine les lettres et critiques venant des masses, à propos des cadres ; commission qui organise des stages de formation technique... Après la clôture du congrès, ce sont ces commissions qui fonctionnent, parallèlement aux organes administratifs.

► *Quels sont vos problèmes actuels ?*

Zhou Ganyuan : Le travail de contrôle des cadres n'est pas mené de façon satisfaisante encore. Les élections des chefs

d'atelier n'ont pas encore eu lieu. Enfin, nous réfléchissons à l'heure actuelle à un problème qui n'est pas encore résolu : quel rôle les représentants ouvriers doivent-ils avoir, après la clôture du congrès ?

► *Combien de temps dure le congrès ?*

Zhou Ganyuan : Le congrès lui-même dure deux heures. Mais c'est tout le travail de préparation qui est le plus long.

(1) Voir notre édition du 9 novembre.

Les groupes de base du syndicat

ROUAGES ESSENTIELS DE LA PARTICIPATION OUVRIERE

C'est Tian Suqing, vice-présidente du syndicat de l'usine de couvertures et de tapis de laine de Beijing, qui prend la parole et répond à nos questions. Son usine de tissage compte 2 900 personnes, dont 2 800 sont syndiquées. L'an passé, son usine a été promue «entreprise de type Daqing (Taking)».

► *Quelle forme prend la participation ouvrière à la gestion, dans votre usine ?*

La base de la participation ouvrière à la gestion est le groupe syndical de base. Chaque groupe comprend, pour son impulsion, deux responsables généraux et cinq militants actifs, responsables de secteurs particuliers : sécurité du travail, contrôle des techniques de production et formation professionnelle, propagande politique, gestion économique, vie des masses. Au total dans l'usine, il y a 219 groupes, 401 responsables généraux et 951 responsables de secteurs déterminés (sur les deux responsables généraux, l'un est plus spécialement chargé du syndicat, l'autre des questions administratives). Tous ces responsables se réunissent horizontalement (un groupe correspond environ à une équipe de production) et verticalement (commission d'ensemble de l'usine sur la sécurité du travail, le plan, la formation professionnelle...) Ainsi, par exemple, dans le grand atelier de tissage mécanique composé de 500 ouvriers, il y a 35 groupes de base. De manière générale, leur nombre et leur composition peut varier selon les besoins de la production, de 15 à 20 ouvriers.

Voilà le réseau de la participation des masses à la gestion de l'entreprise : 50 % du personnel participe ainsi activement, à différents niveaux, à la gestion. Il faut noter, enfin, l'existence d'un groupe central d'usine pour la promotion des inno-

vations techniques, composé pour un tiers de techniciens, un tiers de cadres administratifs et un tiers d'ouvriers.

► *Pouvez-vous nous préciser le rôle de ces groupes, principalement dans la gestion économique ?*

Le rôle des ouvriers dans la gestion économique est fondamental : pour accumuler des fonds par exemple, il est inefficace de faire appel uniquement à des spécialistes. Il faut s'appuyer sur les larges masses ; les ouvriers peuvent rapidement s'apercevoir du gaspillage, des économies qu'il est possible d'entreprendre, des techniques de production inadéquates... Ces groupes examinent également la gestion concrète des entrepôts, dans le but d'éliminer tout gaspillage (par exemple, les produits stockés trop longtemps, en trop grand nombre...) et peuvent impulser un mouvement d'émulation dans ce secteur.

Toutes ces mesures ont contribué sérieusement à l'amélioration de la gestion de notre entreprise ; l'équipe de production, base de travail de ces groupes, est le front de la production socialiste ; c'est le point de base de l'application de la politique du parti : bien mener le travail dans ces groupes de base est donc très important.

Les deux responsables et les cinq membres actifs de chaque groupe sont élus par les ouvriers du groupe à main levée, selon la compétence et le prestige dont ils jouissent. Aujourd'hui, celui qui s'occupe de la production est parfois désigné par la direction, en fonction de sa compétence professionnelle ; mais dans le futur, tous seront élus. Dans cette expérience, nous ne faisons que suivre ce qu'avait dit Mao dans la charte d'Anchan : la classe ouvrière, vrai maître des usines, doit participer, aux côtés des cadres, à la gestion.

Ilan Halevi, journaliste antisioniste :

«Aujourd'hui, en Europe, la France est à la traîne pour reconnaître l'OLP»

Ilan Halevi, journaliste juif antisioniste, a dû s'exiler d'Israël. Il a publié en France, l'an dernier, un livre : «Sous Israël, la Palestine», et il publie régulièrement un bulletin «Nouvelles de l'intérieur» qui donne une précieuse information sur l'oppression et la résistance du peuple palestinien, à Lisbonne, où il a rencontré, avec la délégation française à la conférence, le président de l'OLP.

A son retour de Lisbonne, Ilan Halevi, nous fait part de ses premières impressions et évoque notamment les pressions inadmissibles du gouvernement français sur l'OLP. Nous publions prochainement un entretien avec Ilan Halevi sur la politique actuelle de l'Etat d'Israël.

► *Quelle est, selon toi, la portée du voyage de Yasser Arafat à Lisbonne ?*

Le président de l'OLP a été reçu notamment par le chef d'Etat portugais, le président Eanes. C'est la première fois qu'il est reçu officiellement par un chef d'Etat, et non seulement un premier ministre, en Europe occidentale. C'est un pas supplémentaire dans la reconnaissance de l'OLP par les pays européens. Cela place sous un jour encore plus arriéré la politique giscardienne qui refuse de faire ce pas alors que l'Italie a déjà annoncé qu'elle reconnaissait officiellement l'OLP, que Madrid a accepté que soit ouvert un bureau de l'OLP qui est quand même une semi-représentation diplomatique, etc. La France, à l'époque de De Gaulle, avait eu des positions en pointe par rapport aux autres pays européens, sur le Moyen-Orient, et on aurait pu croire que la politique extérieure giscardienne en avait hérité à l'époque de Sauvagnargues.

Aujourd'hui, alors que Robin, l'envoyé spécial du quai d'Orsay est allé la semaine dernière à Beyrouth, ce qui transparait,

bien que ça n'ait été dit nulle part officiellement, c'est que la France continue de mettre des conditions politiques à l'invitation d'Arafat en France.

► *Quelles sont ces conditions ?*

Cela va d'un minimum — qui serait que l'OLP proclame une trêve au Sud-Liban — à un moyen terme — qui serait l'arrêt des opérations militaires à l'intérieur d'Israël pendant une période donnée — là aussi une sorte de trêve — jusqu'à un maximum qui serait que l'OLP offre en quelque sorte au gouvernement français une déclaration comme quoi elle est prête à reconnaître Israël si Israël reconnaît l'OLP. Il est absolument exclu que l'OLP «offre» cela au gouvernement français pour être officiellement reconnue par lui.

Ce qui est particulièrement important et inacceptable, c'est le fait que le gouvernement français mette des conditions, c'est-à-dire exerce des pressions sur l'OLP. Alors que, même à la réunion de l'Internationale socialiste qui s'est déroulée à Lisbonne, à la veille de la Conférence de solidarité, Brandt,

qui s'est montré plus avancé que Mitterrand sur ce point, a justifié la rencontre du chancelier autrichien Kreisky avec Arafat et déclaré que les contacts avec l'OLP servaient la cause de la paix. La position du gouvernement français, aujourd'hui, est donc à contre-courant du courant européen en direction de l'OLP. Alors que la France a été la première à accorder une forme de reconnaissance de facto à l'OLP, aujourd'hui, elle est rattrapée et dépassée largement, par exemple par l'Italie qui a annoncé son intention de donner à l'OLP une représentation diplomatique entière. Non pas une ambassade parce que l'OLP n'est pas un Etat, mais ce sera une véritable représentation, pas une délégation, ni un bureau d'information comme c'est le cas à Paris. Yasser Arafat a souligné tout cela lors de l'entrevue qu'il a accordé à la délégation française à la Conférence de Lisbonne, il a souligné que la France avait, dans le passé, joué un rôle important pour la question du Proche-Orient, qu'elle pouvait encore le jouer mais qu'elle ne le jouait pas actuellement. C'est à la suite de cette entrevue, où elle a été reçue au grand complet, que la délégation française, très diverse puisqu'elle comprenait à la fois des représentants du PCF, du PSU, de la CGT, de l'association médicale franco-palestinienne (AMFP), du Collectif national sur la Palestine, de l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA), de «Eurabia», de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, etc., a publié une déclaration demandant au

gouvernement français de ne pas rester à la traîne et d'inviter sans tarder Yasser Arafat en France, dans le cadre d'une reconnaissance officielle et sans préalable de l'OLP.

► *— En ce qui concerne les contacts établis par l'OLP avec le Portugal, lors du voyage de Yasser Arafat, que peut-on en dire ?*

— Il faut souligner que ces contacts ont eu lieu avec tout le monde au Portugal. Ils ont eu lieu avec différentes formations politiques, avec le PC, le PS, aussi bien qu'avec les membres du «Conseil de la Révolution», les membres du gouvernement, avec le président de la République, et aussi avec le peuple portugais. Car il y a eu au Palais des sports de Lisbonne un meeting populaire qui était vraiment très impressionnant, avec environ 8 000 personnes. C'était un meeting «à la portugaise», très enthousiaste, qui rappelait l'atmosphère qu'on avait pu connaître au moment de la révolution de 1974. Le public était en majorité écrasante composé d'ouvriers et d'adultes. Dans la journée, Yasser Arafat avait rencontré les différentes forces politiques et le soir, il y a eu le meeting. Arafat a dit qu'il n'avait jamais eu un tel contact de masse, sauf en Iran. Cet événement a fait la Une de la presse et de la radio. Ça a été un très gros point marqué dans le cadre de l'offensive diplomatique des Palestiniens en direction de l'Europe occidentale.

Propos recueillis par Jean-Paul GAY



Un peuple dont le représentant unique et légitime, l'OLP, n'est toujours pas reconnu pleinement par le gouvernement français

La situation actuelle de l'OLP dans les pays d'Europe occidentale

Concernant la représentation de l'OLP dans les pays européens, Ilan Halevi, qui remarque que «la France a maintenant un retard très marqué dans ce domaine par rapport aux pays de l'Europe du Sud», apporte les précisions suivantes :

— En Turquie : l'OLP dispose maintenant d'une représentation officielle, c'est le plus haut niveau possible, sur le plan diplomatique, pour un mouvement de libération (donc supérieur à Paris).

— En Grèce : l'OLP dispose d'un bureau d'information (comme à Paris).

— A Chypre : l'OLP a une délégation officielle (comme en Turquie).

— En Espagne : l'OLP a une délégation (supérieure à Paris).

— Aux Pays-Bas : l'OLP dispose d'un bureau d'information (comme à Paris) mais, des déclarations récentes d'hommes politiques, y compris du gouvernement laissent supposer, un changement possible en faveur d'une représentation supérieure de l'OLP.

— En Grande-Bretagne : l'OLP dispose d'un bureau d'informations mais là, l'attitude négative des milieux politiques officiels fait que celui-ci a, de fait, un statut inférieur à celui de Paris.

— En RFA : l'OLP ne dispose d'aucune représentation. Mais, des personnalités politiques de premier plan comme l'ex-chancelier Brandt, dirigeant du parti social-démocrate, défendent actuellement dans le cadre de l'Internationale socialiste, la reconnaissance officielle de l'OLP par l'Europe.

Lanfranco Pace extradé

Quand on est ministre de la Justice ou Premier ministre, on ne s'embarrasse pas des notions de libertés ou d'asile politique. Après Klaus Croissant, Gabor Winter, et Franco Piperno, jeudi après-midi, Lanfranco Pace a été extradé à Rome et aussitôt incarcéré dans une cellule de haute surveillance.

Ainsi, le même scénario que pour l'extradition de Franco Piperno s'est renouvelé, après un avis «favorable» d'extradition rendu par la chambre d'accusation de Paris. Légalement, le gouvernement ne pouvait signer cet arrêt qu'après un délai suffisant pour que la Défense ait le temps de faire appel. Mais «sécurité» oblige... Lanfranco Pace, dès son arrivée à Rome a été conduit menottes aux mains et sous bonne escorte dans une prison romaine, où il a rejoint Piperno dans une cellule de «haute surveillance».

Rachid Kanoté : expulsion immédiate ?

Rachid Kanoté : résident au foyer Sonacotra d'Ivry, membre du Comité de Coordination des Foyers en Lutte. Avec les 30 000 grévistes en France, il fait la grève des loyers, lutte contre les foyers-prisons, les hausses de loyers...

Il y a deux mois ; Rachid est averti qu'un mandat d'expulsion pèse sur lui. Motif : «a attiré défavorablement l'attention sur lui»... et pour cette raison, il est convoqué vendredi 9 novembre dans l'après-midi au commissariat d'Ivry, pour y retirer son mandat d'expulsion. Et d'ici une semaine, il devrait quitter le territoire français...

Si Rachid Kanoté est expulsé, si nous n'empêchons pas cette expulsion, c'est la porte ouverte à d'autres poursuites contre des membres du Comité de Coordination, l'accélération des milliers de dossiers d'expulsion en préparation au Ministère de l'Intérieur...etc. Une grave atteinte aux libertés démocratiques, au droit de grève et d'organisation est en train de se préparer. Rachid Kanoté ne doit pas être expulsé !

F.N.

LE PCF ET LA JEUNESSE : UN RAPPORT DEFENSIF

Le comité central du PCF a discuté d'un rapport de Fiterman sur l'activité du PCF en direction des jeunes, et a entendu trois «informations» concernant les problèmes de la fédération de Paris, la préparation du conseil national du PCF sur les intellectuels, et l'activité de l'Institut de recherches marxistes. L'Humanité de ce vendredi publie le texte du rapport de Fiterman.

Une grande part du texte consiste à prendre acte des difficultés que rencontre le PCF dans son travail, sa propagande dans la jeunesse : la «crise de civilisation» ne conduit pas seulement, dit Fiterman, à «l'aspiration à quelque chose de nouveau, mais comporte aussi des éléments qui favorisent la crainte du nouveau et suscitent des résistances à la transformation nécessaire». Le rapporteur cite péle-mêle le refus du travail, problème effectif, mais aussi une caricature de mou-

vement des femmes, suspecté de «restreindre le champ de leurs luttes et les isoler derrière le drapeau d'un féminisme étriqué et exclusif», l'aspiration écologiste, également caricaturée : «A leurs yeux, le nucléaire devient symbole de bombe atomique, l'informatique de mise en fiches, la croissance de l'économie et de la démographie de chômage, l'usine de pollution».

Le rapporteur évoque également des questions politiques qui ont suscité des contradictions y com-

pris dans les rangs des organisations de jeunesse du PCF. C'est le cas de l'Est : «Les progrès du socialisme apparaissent appartenir à l'histoire tandis que les aspects contradictoires de sa réalité, les difficultés entre pays socialistes font problème». C'est le cas aussi du refus de la politique politique «avec le rideau de fumée de la bande des quatre» (les quatre grands partis, NDLR).

Fiterman fait un semblant d'autocritique pour annoncer que dans la période du programme commun, «l'activité de sommeil, orientée de manière générale vers les échéances électorales, a pris le pas sur la prise en charge concrète des besoins concrets des jeunes et le dé-

veloppement des luttes en bas».

Le rapporteur propose enfin quatre axes d'intervention du PCF dans la jeunesse, réunie sous quatre chapitres : «défendre ses droits», «changer la société», «bâtir un monde nouveau», «vivre une vraie vie d'être humain». Nous reviendrons plus en détail dans une prochaine édition sur les différents points développés dans cette partie du rapport.

Fiterman a annoncé que le mouvement de la JC ferait tout son possible pour faire repartir l'Avant-Garde au rythme de deux par mois. La décision en sera probablement prise au prochain congrès de la JC qui se tiendra du 31 janvier au 3 février prochains.